Rock le Plan Nord

... car souveneZ-vous :
"Le cancer du Plan Nord touche tout le monde"

La Mauvaise Herbe

Volume 12. no1





La Mauvaise Herbe
Vol.12 no.1 Printemps 2013

Si vous voulez communiquer avec nous : mauvaiseherbe@riseup.net
Des copies pdf (format livret) sont disponibles. Le zine est aussi téléchargeable au http://anarchieverte.ch40s.net/partenaires/la-mauvaise-herbe/

Liens locaux et régionaux:

Montréal Contre-information
mtlcounter-info.org

Sabotagemedia
sabotagemedia.anarkhia.org

Librairie L'Insoumise
2033 St-Laurent, Montréal
insoumise.wordpress.com

La Mitrailleuse Diffusion
lamitrailleuse.noblogs.org

Into Rebellion Distro
intorebellion.wordpress.com

La Belle Époque
epoquemtl.org

DIRA Bibliothèque libertaire
2035 St-Laurent, Montréal
bibliothequedira.wordpress.com

Violence? Parfois oui...
violenceparfoisoui.wordpress.com

Anarkhia
anarkhia.org

Anne Archet
annearchet.wordpress.com

Submedia, The Stimulator
submedia.tv/stimulator

Média Recherche Action
mediarechercheaction.info

Projet Accompagnement
Solidarité Colombie
pasc.ca

Les jardins de la résistance
cooplesjardinsdelaresistance.co
m/content/accueil

CLAC Montréal
clac-montreal.net

Salon du livre anarchiste
salonanarchiste.ca

Kkkanada
kkkanada.anarkhia.org

Antidéveloppement
antidev.wordpress.com

La pointe libertaire
lapointelibertaire.org

Collectif Opposé Brutalité
Policière
cobp.resist.ca

Contre les prisons
contrelesprisons.blogspot.ca

Québec Facho-Watch
fachowatch.com

Liens Internationaux :

Anarchie verte
anarchieverte.ch40s.net

L'Endehors
endehors.net

Green Anarchy
greenanarchy.anarchyplanet.org

Base de données anarchistes
non-fides.fr

Anti-Politics/Quiver distro

anti-politics.net

A Corps Perdu
acorpsperdu.wikidot.com

Insurgent Desire
insurgentdesire.org.uk

Terra Selvaggia / Il Silvestre
informa-azione.info

Les blogs mutuellistes
mutuellisme.wordpress.com
grainedeflibuste.wordpress.com

1 + 1 = salade?
madeinearth.wordpress.com

Cette semaine
cettesemaine.free.fr

Infokiosques
infokiosques.net

Ravage Éditions
ravage-editions.blogspot.com

Anarchy: A Journal of Desire
Armed
anarchymag.org

Même pas peur
mmpapeur.blogspot.com

Apache Éditions
apache-editions.blogspot.com

Mutines Séditions
mutineseditions.free.fr

Guerre au paradis
guerreauparadis.blogspot.com

Le Jura Libertaire
juralib.noblogs.org

Le Réveil
lereveil.ch

D'inspiration anarchiste et anti-civilisation, ce zine est diffusé principalement à Montréal et est tiré à 750 exemplaires par numéro.

sais de quel côté je veux combattre : du côté des déboulonneurs de pylônes, du côté de la bouteille de pepsi vidé dans le réservoir d'essence, du côté des pinces qui coupent des fils électriques, du côté des dynamiteurs de barrages. Cette guerre fait des victimes permanentes et peut-être en ferons-nous un jour parti. Mais nous savons qui sera la gagnante.



Sabotage contre Vidéotron

En décembre 2012, 3 câbles optiques appartenant à Vidéotron, contenant plusieurs fils, ont été coupés à Sherbrooke, libérant ainsi 30 000 personnes de leur endoctrinement numérique.

Des ancêtres qui se déplaçaient en suivant les plantes, les animaux, la température, les cours d'eau. Relégué au folklore l'émerveillement du nomade qui découvre une clairière que le soleil éclaire particulièrement, un arbre dont les rides racontent son histoire, une chute bruyante, une falaise redoutable. La ville recouvre maintenant tout ça avec ses jeunes arbres étranglés, ses fleurs reflétant les goûts esthétiques de fonctionnaires anonymes, ses guichets automatiques, ses stations services, ses dépanneurs, ses arrêts d'autobus, tous identiques, d'une ville à l'autre. Il n'y a plus de raison d'aller voir ailleurs. Nos déplacements sont un ensemble de trajets répétitifs. J'ai un nombre limité de chemin pour sortir de chez moi et ce même nombre limité pour y revenir et toujours ces mêmes paysages qui défilent toujours aussi fades avec la seule possibilité d'empirer de temps en temps.

Dans la civilisation industrielle, le temps n'existe qu'à court terme. 7h Bruit du cadran. 8h Trafic ou métro bondé. 9h Arrivée à l'endroit où l'on ne veut pas être. 11h45 Moment où l'on regarde frénétiquement l'heure avec appétit. Etc. Pouvez-vous vraiment différencier les jours de la semaine? En rentrant dans une épicerie, pouvez-vous vraiment, s'il n'y a pas de fête commerciale en cours, deviner quel saison c'est en regardant les fruits et légumes disponibles à l'année longue toujours plus colorés, toujours moins savoureux? Peut-on vraiment différencier les années de travail les unes des autres si ce n'est le nombre de nouveaux cheveux gris? Le temps a la même signification pour nous que pour une poule dont le rythme des journée est si accéléré par la lumière artificielle chronométrée qu'elle en devient aveugle.

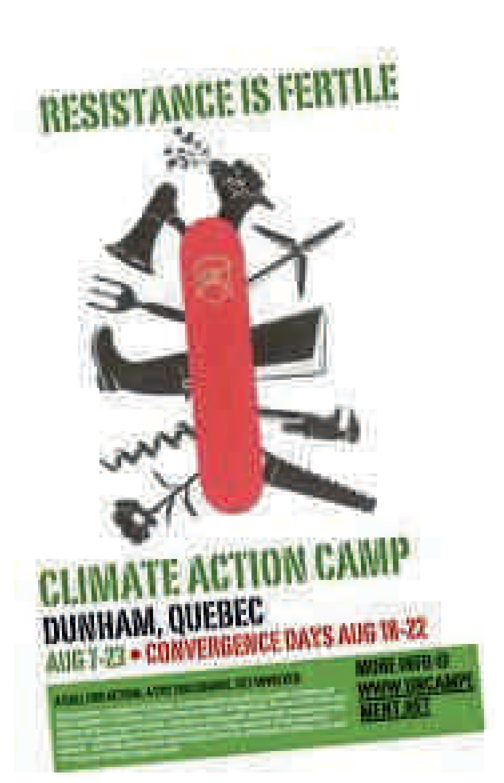
Voilà pourquoi je ne devrais pas être surpris que quelqu'un soit terrifié que je garde de la terre vivante dans mon bloc appartement en béton mort.

J'ai trouvé un petit coin caché à Montréal. Je ne vous dit pas où. Peut-être le connaissez-vous déjà. Peut-être le découvrirez vous un jour et vous le reconnaîtrai. C'est assez grand. Il y avait là des usines. Il ne reste que des ruines couvertes de graffiti qui évoluent tranquillement au fil des âmes qui y passent. Il ne reste que des miettes. Des éclats de vitres, des tuyaux pétés, des déchets. On ne peut pas y marcher nu pied. Un lieu que les gens qui l'ont abandonné n'ont pas besoin de se souvenir. Il y a des sous-sols remplis d'eau de pluie contaminée où s'accumule quand même de la vase, où poussent des brindilles, des quenouilles. Des mauvaises herbes aléatoires poussent par touffes entre les sillons du béton. Certaines de ces vivaces fleurissent au printemps. Ça attire des insectes. Des libellules survolent les trous d'eau. Il y a quelques arbres. Il est facile de s'y cacher. Il y a des humains qui visitent. Ils sentent que ce lieu inutilisé ne leur appartient pas moins qu'aux autres. Des jeunes viennent faire des rave la nuit et le bruit ne va pas vraiment au-delà du terrain vague. Des moins nombreux viennent s'y faire des feux. Certains s'entraînent à tirer sur les murs déjà finis. D'autres y campent temporairement pour fuir au harcèlement de la police. Ramasser les bouteilles des fêteurs de la veille leur suffit parfois à s'acheter un truc à bouffer. Je m'y sens bien. Je n'y camperais probablement pas. Ce lieu ne me suffit pas. Mais alors que je m'y tiens debout, les herbes assez hautes pour chatouiller mes mollets, les édifices assez détruits pour ne plus bloquer le vent dans mes cheveux, je regarde au loin et j'y vois des condos. Des quadrillés en trois dimensions. Ce lieu veut dire pour moi que le contrôle et la domestication de la nature nécessitent une guerre perpétuelle. Aussitôt qu'une base n'est pas gardée par les milices, la nature reprend du terrain. Je

« Les pipelines ne passeront pas »

Cet article n'est pas celui que j'avais pensé écrire sur le sujet, il est moins baveux, moins divertissant, par contre il évite un détour inutile, nous n'avons pas le luxe de faire des détours inutiles.

Je me suis intéressé aux pipelines et aux moyens de s'y opposer dès que j'ai entendu parler de l'inversion proposée du pipeline Trailbreaker entre Portland et Montréal, c'était il y a trois ans. L'été suivant, j'ai passé un peu de temps au «Camp d'action climatique à Dunham», il n'y avait là rien de bien spectaculaire, mais l'initiative avait le mérite de faire se côtoyer des gens que rien ne destinait à être au même endroit au même moment. À côté des militants professionnels, des réformistes finis, des conspirationistes partisans de « l'énergie gratuite» et du «moteur à eau», il y avait des gens intéressants comme ces jeunes Américains qui luttaient contre l'extraction du charbon (mountain top removal) dans les Appalaches, nous avons parlé d'anarchie verte, de pic pétrolier, du dernier Giorgio Agamben et sommes devenus amis.



Nous sommes en 2013, l'inversion de la ligne 9 d'Enbridge entre Sarnia et Montréal arrive à grands pas, à l'initiative de Justice Climatique, une journée d'ateliers, suivie d'un panel, est organisée à Concordia. C'est ici que mon article va bifurquer de sa trajectoire initiale, j'allais consacrer plusieurs lignes à raconter l'horrible atelier de Philippe Duhamel, ses mensonges, sa récupération honteuse de l'opposition aux gaz de schistes et la débilité de ses propos. Je me retiendrai, car il y a des tâches plus urgentes que de faire un procès à un clown. Je ne me pencherai pas non plus sur la médiocrité du panel, ses informations vagues, ses arguments citoyennistes usés à la corde, je ne me laisserai pas distraire.

Nous sommes maintenant en avril, un autre projet de pipeline a été annoncé, ce pipeline de Transcanada compte faire circuler 850 000 barils de brut synthétique par jour le long de la vallée du St-Laurent. L'immensité de ce projet échappe à la plupart des militants, ce qui n'empêche pas la base de commencer à s'organiser. On entend de plus en plus parler des pipelines dans les milieux anarchistes et radicaux, on commence à entrevoir la possibilité d'organisations «grass roots» pour s'opposer à ces projets, on entend aussi parler de plus en plus de groupes qui se constituent le long du tracé de la ligne 9.



Mi-avril j'assiste à un autre panel de justice climatique, Caleb Behn et Melina Laboucan tracent un portrait apocalyptique des dégâts causés par l'exploitation des gaz de schistes et des sables bitumineux, dans leurs communautés et dans les écosystèmes environnants, Ellen Gabriel livre un plaidoyer passionné sur l'urgence de défendre la nature. Steven Guilbeault, jouant le rôle de l'éteignoir, parle de revendiquer un BAPE sur les pipelines, car c'est plus «objectif» que le National Energy Board, il insiste qu'il y a de l'espoir car 300 000 personnes ont marché pour le jour de la terre, et il en ajoute en disant que le Québec et l'Ontario ont presque rencontré leurs objectifs de Kyoto, j'ai l'impression d'être dans un cauchemar. J'ai honte et pourtant je ne devrais pas, ce type se présente comme un gestionnaire de capital de risque (venture capitalist), il vend des «cossins équitables» pour gagner sa vie et il distribue de l'argent du gouvernement pour lutter contre le chauffage au bois. Il n'y a rien à attendre des ONG, des vedettes de la gauche et des médias de masse, si nous voulons nous opposer au pipeline il faudra le faire par la base en mode «do it yourself».

Quelque part à Montréal, dans un espace social anarchiste, une bonne quarantaine de personnes d'horizons divers se rencontrent pour parler de l'opposition aux pipelines, on n'ira pas très loin dans l'exploration des formes que cette résistance peut prendre, on se connaît à peine et certains ne sont pas très familiers avec le sujet. On sent par contre une volonté d'agir, il y sûrement des tas d'autres gens qui ont cette volonté, il y en a qui doivent déjà s'organiser. Dans le Québec polarisé de «l'après grève étudiante» il y a bien des possibilités qui s'offrent à nous si nous abandonnons l'illusion de «l'opinion publique», pour chercher à construire une base d'appui populaire capable de compenser son statut minoritaire par son intensité. Les pipelines permettent de mener une lutte ancrée géographiquement comme il y en a présentement à Notre-Dame des Landes (France) contre un projet d'aéroport et dans le Val Souza (Italie) contre un projet de TGV. Le camp Unist'ot'en est un autre exemple de ce qui peut être envisagé. Si l'appui populaire est insuffisant

Depuis, elle ne veut plus sortir dehors. Lorsqu'on l'amène dans un parc, elle est traumatisée par tous les bruits, par la textures de l'herbe et elle se réfugie dans mon sac à dos pour ne plus en ressortir. Cette chatte sans ovaires est probablement aussi sauvage que le cheval d'un anti-émeute. Les humains ne sont pas moins domestiqués. Nous sommes tellement dégriffés, nous mangeons chaque jour dans la même gamelle et chions toujours au bon endroit. D'ailleurs, je ne sais pas comment faire comprendre à Yolande que boire l'eau de la bol n'est pas une bonne idée sans me dire que chier dans de l'eau potable est probablement une idée bien pire.

Bien sûr nous on peut toujours visiter, pendant les deux semaines de libération conditionnelle d'esclaves salariés, au biodôme, des espèces qui furent autrefois sauvage. Bien sûr, vous ne ressentirez pas la fascination intense, la peur et le rush d'adrénaline que vous auriez ressentis si vous aviez croisé un de ces animaux par accident dans son habitat naturel. Vous ne ressentirez pas ce moment où vous risquez votre vie pour votre survie en ayant autant de chance d'être prédateur que proie. Non, derrière une vitre, c'est comme regarder un écran. D'ailleurs les animaux du biodôme dorment souvent, on les voit mal, c'est mieux d'aller les voir au Imax 3D.

Le conditionnement vient de loin. Quand j'avais 2 ans, j'ai mangé des groseilles rouges qui poussaient dans l'arbuste devant ma maison. « Qu'est-ce que t'as fait? C'est poison! C'est pour les oiseaux! » m'a dit ma mère, paniquée, avant de téléphoner au numéro d'urgence du centre antipoison du Québec. Elle venait de lire cette journée-là un article sur ce qu'avait dit un homme en complet cravate devant un drapeau aux États-Unis, ce qu'un petit vieux en soutane avait fait à Rome. Elle avait lu ça en écoutant la musique qu'a fait un chanteur en France il y a 20 ans, mais elle ne savait pas que les fruits devant sa maison étaient comestibles. Celle qui m'a nourrit avec du lait maternel contenant, conformément à la norme, environ 350 substances toxiques différentes s'inquiète aujourd'hui que ma copine mange des graines de carottes sauvage recueillies proche de la piste cyclable sur Notre-Dame en guise de contraception. Elle devrait plutôt uriner des anovulants avec des hormones qui changent le sexe des poissons. En plus, ça uniformise la durée des règles. Le cycle menstruel des femmes, n'ayant jamais été exposé à la lumière artificielle, était réglé sur le cycle de la lune. Avec les ampoules, lampadaires, néons et écrans qui éblouissent la ville toutes les nuits, cela n'est plus possible. Les insectes qui jadis se dirigeait dans le ciel grâce à la lune tourbillonne aujourd'hui bêtement toute la nuit autour d'une ampoule pathétique. Nous faisons pareil, plus immobiles, à la lueur de nos écrans, oubliant nos ancêtres qui écoutaient le ciel.



Prenez le contrôle !

(médicaments, tabac ou produits d'origine végétale ou animale)
Soie (cocon, fourreau, etc.)
Excréments (particules noires, taches, coulées ou petites boules)
Anciennes peaux vides
Accumulation de sciure de bois
Accumulation de sable à la base d'un ou de plusieurs murs
Grains ou particules noires sous l'évier de la cuisine
Trous dans les emballages

Voici ce qui terrorise les clients des exterminateurs. D'ailleurs le métier d'exterminateur est en plein essor et a un avenir radieux devant lui. Si nous avons exterminé toutes les espèces fragiles, les plus dépendantes d'un écosystème naturel, celles que nous trouvions jolies : lynx, caribous, rainettes, bisons, salamandres, toujours survivront les espèces qui s'adapteront aux conséquences de notre surpopulation et de notre industrialisation, celles qui se nourriront de nos déchets et de notre sang. Le 1% de bactéries qui auront résisté aux antiseptiques, les insectes mutants qui auront survécus aux pesticides, les pigeons qui voltigent dans le smog à la recherche de frites frettes, les écureuils qui se faufilent entre les fils électriques, les rats qui pataugent dans notre jus de vidange, proliféreront toujours plus. Les propriétaires de condos dans Homa, mon quartier en cours de gentrification finiront peut-être par se débarrasser des étudiants qui ont des dreds, des BS, des pauvres qui mangent leurs poubelles et dorment à la porte de leur banque, mais ils ne se débarrasseront pas de sitôt des punaises de lit qui fourrent à la vitesse de la lumière. Parce que la nature sauvage n'a pas besoin d'un guide pour l'aider à reconnaître son envahisseur. Parce qu'il n'y a pas de doute quand à savoir quelle espèce est la vermine de cette planète.

Yolande, ma chatte rousse vient avec son ronronnement et ses vibrisses me rappeler que nous n'avons pas exterminé toutes les espèces que nous trouvons jolies. Nous en avons aussi asservies, cultivées, artificiellement multipliées, croisées, contrôlées, dominées, domestiquées, dressées. Yolande est venue nous implorer de la faire rentrer chez nous.

pour ce type d'action, il est possible d'exploiter certains points faibles du système capitaliste comme les défenseurs des droits des animaux l'ont fait, avec succès il y a quelques années (SHAC).

Nous avons devant nous une tâche colossale et il pourrait être facile de se décourager, le fait que l'opposition au pipeline arrive tardivement au Québec peut devenir un avantage si nous savons nous inspirer des luttes déjà entreprises par nos voisins. La faiblesse des prises de position des principales ONG peut aussi aider les groupes «grass roots», radicaux et «do it yourself» à prendre les devants de scène, et causer une certaine surprise.

COMMUNIQUÉ

Fuck le Plan Nord

Durant le mois de mars, une affiche a été posée sur la route 167 au début de la phase A du projet de développement qui conduira au Projet Renard et à la mine de diamant de Stornoway. L'affiche indiquait «Attention, mine anti-personnelle sur les prochains 10 km».

Dans la même nuit, le bureau de SOQUEM à Chibougamau à été vandalisé. La façade avant du building à été complètement recouverte de peinture (à l'aide d'un extincteur), incluant les caméras. Une vitrine a été fracassée à l'aide d'un marteau et un graffiti disant «Fuck le Plan Nord» a été écrit.

SOQUEM est l'un des plus actifs partenaires du Projet Renard. SOQUEM et ses partenaires consacrent actuellement plus de 10 M$ en travaux d'exploration au Québec.

Fuck le Plan Nord et toutes les compagnies minières!

Continuons les attaques!

- des anarchistes

Action contre le projet de centrale hydroélectrique a Val-Jalbert

Le 8 avril dernier, les militant-e-s du Front de Libération de la Ouiatchouan se sont embarrés dans deux cabines de téléphériques surplombant le chantier dans la zone de dynamitage pour neutraliser l'avancée des travaux. Les travaux entourant le projet de centrale hydroélectrique à Val-Jalbert sont en cours depuis le mois de février malgré l'opposition d'une majorité des habitants du Lac St-Jean et des Ilnus de Mashteuiatsh. L'occupation a commencé vers 3h du matin et s'est terminée par l'intervention de la SQ à 10h, fracassant les fenêtres des cabines pour déloger les occupant-e-s et procéder ensuite à leur arrestation.

Réforme de l'assurance-emploi : Sur les manifestations à Tracadie-Sheila et quelques réflexions

Le 11 février, à Tracadie-Sheila dans la péninsule acadienne, dès 7h du matin, des centaines de personnes ont commencé à bloquer le centre-ville à partir du pont qui donne l'accès au nord de la ville.

Malgré les récentes menaces de la GRC à l'endroit des manifestants de faire appel à l'escouade antiémeutes si les rues étaient bloquées, un feu a été allumé devant le pont en plein milieu de la rue Principale et a été maintenu toute la journée et également un barrage routier a été érigé à Sheila. Plusieurs commerces ont fermé leurs portes pour la journée.



La GRC était déployée un peu partout en ville et un de leurs hélicoptères survolait l'endroit. Ils ont fini par disperser les manifestants en fin de journée. Il y a eu cinq arrestations.

Le lendemain, une autre manifestation était prévue, une quatrième en six jours. Encore une fois la GRC était déployée partout, vérifiant les véhicules qui entraient et sortaient de Tracadie-Sheila, laissant savoir aux manifestants qu'ils ne les laisseraient pas bloquer la route. Les gens ont quand même bloqué la route momentanément pour ensuite se diriger vers le bureau du député Claude Landry qui n'était pas là.

Depuis l'annonce de la réforme de l'assurance-emploi, des manifs successives se sont tenues dans la région et en décembre dernier, 200 personnes avaient occupées le bureau de Services Canada, prévenant qu'ils intensifieraient leur lutte.

On voit comment on n'a pas pris de temps à envoyer les flics pour tenter d'intimider une

Identifier vos Envahisseurs

Ce texte a été lu à la Belle Époque dans le cadre du Cabaret du Bloc des Auteurs Anarchistes du 22 mars 2013. Le thème était « Vie Sauvage ».

« Par ailleurs, l'argument de mononcle « Si t'es pas content, va donc vivre dans le bois », n'a même plus un semblant de rationalité dans la mesure où il n'y a plus de forêts. Le fait est que notre société forme une totalité plus achevée que l'Union soviétique à la belle époque. »

Yannick Lacroix, La Conspiration Dépressioniste #5

-Allo faut que je te parle!
-Euh... c'est qui?
-C'est le propriétaire. Toi, t'as un bac de compost dans ton appartement?
-Oui...
-Tu vas me mettre ça sur le balcon pis ça presse.
-Pourquoi?
-J'ai parlé avec une spécialiste pis ça attire les pyrales indiennes pis ça ça attire les coquerelles. Ça va me coûter quinze cent piasses pour faire désinfecter. Je te donne 10 minutes pour mettre ça sur ton balcon sinon...
-Plutôt qu'en venir aux menaces, est-ce que ce serait possible d'en discuter? J'ai jamais eu de bébittes chez nous, c'est un vermicompost. C'est la tempête de neige dehors, si je les mets sur le balcon, ils vont mourir.
-J'm'en calice! Je vais passer chez vous demain pis t'es mieux d'les avoir mis sur le balcon. À part de ça, c'est quoi l'idée de mettre un sticker « La police n'est pas la bienvenue » sur ta porte?

Le fait que j'ai transporté le lourd bac de compost jusque chez des amis, le fait que nous élevions ces vers depuis plus de deux ans avant que le bloc soit vendu à cet imbécile, le fait que ce proprio a dû entendre parler du bac et du sticker par l'intermédiaire du plombier ou de l'électricien, venus faire des travaux et apparemment espionner chez moi il y a un an est moins troublant que la phobie paranoïaque des puissants pour tout ce qui est sauvage.

Le lendemain, pendant que j'installais obligatoirement le phéromone artificiel dans la boîte en carton collant du piège à pyrale indienne (Ces papillons plus présent dans la tête du proprio que dans mon logement), ma coloc faisait des recherches sur des sites d'exterminateurs.

Guide pour vous aider à identifier votre envahisseur :
Identification par phénomènes :

Piqûres ou démangeaisons ressenties sur le corps
Trous dans les vêtements ou taches jaunâtres
Bois troué / rongé ou trous dans les murs ou au plafond
Carton, papier ou documents endommagés
Autres produits ayant subi des dommages

Dans la chronique sur la manif étudiante, il dresse un portrait de la « psychologie politique » anar et prétend révéler la stratégie de ce milieu. D'après lui, notre but serait « d'exaspérer le citoyen ordinaire » et de « gâche[r] la vie de la population ». Prévisiblement, on est accusé de souhaiter « le chaos ».

Mais en ce qui concerne la casse, ce n'est pas le « citoyen ordinaire » qui est visé – le dépanneur ou l'épicier du coin – mais plutôt les banques, les multinationales, les commerces particulièrement néfastes. Il s'agit de passer à l'attaque, de sortir de la voie légale et le parement symbolique pour causer des dommages réels. Évidemment la casse a aussi ses points faibles, par exemple de rester incomprise par beaucoup.

Bock-Côté nous accuse aussi de souhaiter « une augmentation de la brutalité policière. Ainsi, notre société révélerait son vrai visage : celui d'une société répressive, presque fasciste ». Il y a eu peut-être des groupes de gauche qui raisonnaient de cette manière pendant les années 60/70, mais plus tellement de nos jours, il me semble. Les anars de toute façon ne cherchent pas la répression mais sont au courant qu'elle arrivera peut-être bien de toute façon. Cette année la manif du 15 mars a été assiégée manu militari par les flics dès le début.

Par la suite on a appris que des corps policiers avaient été invités d'un peu partout pour watcher le show et s'instruire auprès du SPVM – une vraie mise en scène! Qu'ils ont dû s'amuser tout ce beau monde : une manif « contre la brutalité policière » où l'on peut immédiatement passer à l'offensive et bouffer du manifestant sans gêne avec l'approbation de la Ville!

Bock-Côté emploie les trois derniers paragraphes de son article pour enfoncer plusieurs clous qu'on peut deviner. Dans le premier, il fait appel à plus de répression policière.

Dans le deuxième, il prédit que « nous entrons dans une époque turbulente » où « on peut craindre que des groupuscules radicaux ne prennent de plus en plus d'espace dans la société ». Ce qui pourrait oui ou non s'avérer vrai – qui sait? – l'important pour lui c'est d'agiter l'épouvantail et fabriquer de la peur.

Dans le dernier paragraphe, il demande à l'ASSÉ de condamner les anars et de « se rallier aux principes et idéaux de notre démocratie »! Le Journal a chié sur l'ASSÉ constamment alors ce chroniqueur d'extrême droite s'attend à quel écho de leur part?

Un rôle policier

Non content de tout ce bashing, le Journal veut aussi jouer un rôle policier envers la couverture du milieu anar d'autres quotidiens. Dans une chronique intitulée « Pourrissement érable », Christian Dufour déplore un article « étonnamment complaisant » sur les anars qui a paru à la une du Devoir à l'occasion (non expliquée par Dufour) de la parution d'un livre d'essais anars québécois chez Lux. Le Devoir avait tout simplement interviewé deux éditeurs du recueil, mais donner une voix aux anarchistes, même très occasionnellement, constitue un péché pour ce torchon qui se spécialise dans la caricature.

Si la couverture du milieu anar nous concerne directement, elle ne constitue qu'une parmi tant d'autres nuisances. Le but du Journal de Montréal est de transformer des cervelles en Jello, une sorte de maladie de la vache folle qui empêche de penser.

communauté qui démontre qu'elle est encore assez vivante pour prendre des initiatives collectives. Les médias de masse comme Radio-Canada et TVA ont dénoncé le manque d'« organisateurs » attitrés et ont vite fait de qualifier les manifestants en terme de « pacifiques » ou « marginaux » pour mieux les diviser, invitant une frange « pacifique » dans le jeu de l'image et de l'opinion publique, une voie qui rend un mouvement à la merci des médias, dépendant du maintient de l'« intérêt publique » par de la couverture médiatique et de l'image proférée pour l'« opinion publique ». C'est en fait un autre exemple de l'aliénation qu'impose de telles relations de médiation abstraite entre nous et le pouvoir sur nos vies. Voilà comment la convergence du pouvoir et des médiateurs nous isolent pour mieux surveiller et contrôler notre comportement.



Les gens de la région au cours du temps n'ont pas manqué de nous démontrer qu'ils ont encore l'esprit combatif. En 96 lors de la réforme de l'assurance-emploi du gouvernement libéral de Jean Chrétien, une situation similaire s'était produite et on a qu'à se rappeler de Saint-Sauveur et Saint-Simon en mai 97 après que le gouvernement du Nouveau-Brunswick avait annoncé la fermeture définitive des écoles de la région. Des manifestations avait eu lieu et des routes avaient été bloquées. Des confrontations éclatèrent avec l'escouade antiémeute de la GRC, il y eu de nombreuses arrestations, plusieurs manifestants blessés et des manifestations de solidarité successives ensuite.

Voir Émeutes de Saint-Sauveur et Saint-Simon sur Wikipedia
https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89meutes_de_Saint-Sauveur_et_Saint-Simon

...quelques réflexions

Dans la réforme de l'assurance-emploi, avec ses mesures restrictives et incitatives, il y a là simplement l'intensification des conditions déjà propices à une main d'oeuvre qui est poussée toujours plus vers la mobilité et à minimiser ses temps-morts de production, une condition

parfaite pour le genre d'économie d'exploitation de « ressources premières » sur un territoire étendu comme celui dominé par l'État canadien. Ce n'est pas un secret, déjà les gens de la côte Atlantique se retrouvent piégés en grand nombre à la mobilité pour aller travailler dans les projets tels que les sables bitumineux et les pipelines dans l'ouest, les mines et les barrages dans le Nord du Québec, etc. Cela affecte leurs relations avec leurs familles, leurs collectivités et la force de leur connexion avec leur milieu de vie… mais j'oubliais, il y a les Iphones et facebook pour ça.

La dépendance au chômage, que les politiciens et les médias mettent tant de l'avant, est une conséquence de la destruction progressive des communautés et de leur capacité d'autodétermination et d'autosuffisance. Après la surexploitation des territoires - par l'imposition des conjonctures économiques et de la culture urbaine pour les nécessités de croissance des métropoles (centres du pouvoir) et de leur modèle de contrôle - les communautés qui en dépendaient pour vivre deviennent toujours plus dépendantes d'acteurs et d'institutions externes, comme l'État et l'investissement - on peut penser à la relation avec la pêche dans le cas de la côte Atlantique, par exemple. Les gens finissent endoctrinés dans une relation avec leur environnement en terme de ressources à exploiter et de production, pour survivre à l'intérieur d'un système d'importation-exportation qui leur est imposé comme mode de vie, au lieu de vivre une relation adaptée au milieu avec lequel et par lequel ils vivent.

Après tout ça, si à la base il est possible qu'on soit moins enclin à détruire notre propre milieu de vie, on peut se déplacer pour détruire celui des autres et dans le processus devenir graduellement détaché et moins dépendant du milieu dont on est issu, déraciné comme on dit, et alors moins enclin à le protéger et moins présent pour le faire. On en devient ensuite plus apte à revenir détruire notre propre milieu surtout s'il y a une incitation économique pour le faire, qui nous permet de revenir « travailler dans notre région ». Je pense à l'industrie pétrolière qui se met déjà en branle dans l'est…

En conclusion, pourquoi j'aurais besoin du chômage si je vis dans une culture où je suis prêt à me déplacer n'importe où pour faire quelconque travail dégueulasse et que ma relation régulière avec les miens se fait à travers facebook sur mon Iphone? Le chômage, qui devient un moment où l'on arrête de produire et un moment où un rapprochement avec notre milieu et notre entourage devient une possibilité, n'est qu'une entrave à l'accélération de l'aliénation et la destruction continuelle.

Le Journal de Montréal : un fléau social!

Je lis le Journal de Montréal tous les jours, ce qui n'a rien d'exceptionnel puisque je parcours sept quotidiens par jour dans la bibliothèque. Je lis le Journal en dernier, et rendu là, je suis déjà au courant des nouvelles ou je les ai entendues à la radio la veille. Ce sont les actualités non traitées par d'autres publications qui m'intéressent, ainsi que la couverture d'événements qui touchent le milieu radical. Une couverture biaisée, évidemment, mais pour moi personnellement c'est important de savoir ce qu'on dit (d'autres ne sont pas d'accord).

Également intéressantes dans ce sens sont les chroniques. Depuis le lock-out on constate un virage à droite, c'est-à-dire même plus à droite qu'avant. Les thèses de la droite populiste sont martelées dans le but de créer un effet pavlovien d'acceptation et d'obéissance.

La droite populiste prétend que les buts du capitalisme sans entraves correspondent aux désirs de tous. Typiquement sur les ondes aux États-Unis, il s'agit de rallier les gens contre une « élite de gauche » qui se moquerait d'eux. Quant au Journal, c'est plutôt le nationalisme ethnique qui domine.

Le sensationnalisme n'est qu'un des rouages d'une machine à fabriquer de l'émotion : la peur, la colère, le ressentiment. Au lieu de viser les vrais coupables, la droite populiste les protège et canalise la colère vers de fausses cibles.

Le populisme veut donner l'impression d'être proche des gens pour finir par les représenter. Ainsi, dans ses chroniques, Richard Martineau s'adresse directement aux lecteurs et se réfère souvent aux e-mails qu'on lui envoie. C'est comme si on jasait avec lui autour d'une table sur une terrasse.

Un épouvantail

Les anarchistes sont un épouvantail idéal pour le Journal. Plusieurs chroniques nous ont ciblées ou ont fait appel à plus de répression policière. À l'avant-garde se trouve Mathieu Bock-Côté qui s'y livre à cœur joie dans le but de nous discréditer définitivement. Cet homme de Duplessis prône un nationalisme ethnique conservateur et fait partie de la gang de droite embauchée récemment par le Journal. Au mois de mars, il a consacré deux chroniques à l'anarchisme : une au sujet d'un peu de casse qui a eu lieu pendant une manif étudiante au début du mois, et une autre qui a paru le 15 mars, la journée contre la brutalité policière – un coup de matraque verbal supplémentaire ce jour-là de sa part. Selon lui, cette manif « regroupe essentiellement des anarchistes enragés » ce qui est imprécis puisque, s'il y a toujours eu bon nombre d'anarchistes à l'événement annuel, il y a eu aussi des jeunes, des étudiants, des marginaux, des gens de la rue, des gauchistes et des léninistes, ainsi que des gens qui ont subi eux-mêmes (ou leurs amis) de la brutalité policière. Mais qualifier la manif d'essentiellement anar fait l'affaire de Bock-Côté : ça la rend illégitime, on peut fesser à volonté.

Dans les deux chroniques, les anars sont décrits comme des fous, des « excités antisociaux », des « voyous intoxiqués idéologiquement » qui « vivent dans un univers parallèle ». Des martiens…

série de rafles. Plus de 150 personnes ont été détenues, elles ont rapporté que la police voulait prendre des échantillons d'ADN, même si aucune accusation n'était portée contre elles. Le procureur essaie de qualifier l'attaque de terrorisme.

Depuis mars, les affrontements entre la police et les résidents se multiplient à Ierissos. Les cloches de l'église sonnent pour alerter les habitants lorsqu'arrive la police ou qu'il y a des arrestations. L'État tente littéralement de supprimer le mouvement : contrôle des maisons, téléphones sous écoute, détentions,... À la mi-mars, un autobus rempli de policiers débarque dans le village, accompagnés de par des policiers anti-émeute et anti-terroriste. Munis de fusils automatiques, ils allaient de maison en maison à la recherche de suspects.

Le 25 mars, plus de 3 000 personnes marchent du village de Megali Panagia jusqu'au lieu des affrontements avec la police un an plus tôt. Les manifs se multiplient à travers le pays dans les dernières semaines, Alexandroupoli, Komotini et Thessaloniki, où 20 000 personnes ont clamé "Eldorado Gold go away now!".

Le 10 avril, à Ierissos, aux petites heures du matin, la police est entrée dans les maisons de deux hommes suspectés des attaques de février. À 4 heures du matin, plusieurs résidents se sont rassemblés dans le square central et se dirigent vers la station de police locale, fermée pour la nuit: les vitres sont fracassées et du matériel (ordinateurs, mobilier, paperasses) est sorti dehors et mis en feu.

Les résidents ont érigé des barrages routiers pour empêcher la police de revenir.

– selon les dernières nouvelles, la route menant au village était toujours bloquée, la circulation étant ouverte à des heures précises.



At Day's Close : Night in Times Past

par A. Roger Ekirch

Dans une étude historique bien ficelée, Ekirch ouvre sur la nuit une perspective rarement abordée. Son objet est l'espace culturel et social nocturne dans plusieurs sociétés européennes et américaines d'avant l'industrialisation. Un espace pour l'expression humaine, hors de tout contrôle. Car la thèse s'articule autour d'un simple fait : sans la vue, la lumière, la connaissance des activités humaines se dérobe. Le crépuscule fait basculer le monde pré-industriel dans l'inconnu, l'anonyme. La nuit abolit la sphère publique. L'ombre rend les codes sociaux méconnaissables. Elle est perçue dès le moyen-âge européen comme espace culturel et politique du crime et de la délinquance. Son imaginaire était marqué par la violence, l'irrationnel et l'impossible. Ce fut un espace démonisé par les autorités.

Le temps qui séparait crépuscule et aurore était l'habitat du magique et des superstitions. Sa symbolique, notamment par rapport au contrôle religieux des mœurs et de la vie privée, est frappante. L'Église associa sphères du pouvoir et lumière. La prière devait détourner des tentations, de l'obscur, de l'incontrôlable. Les grandes processions chrétiennes nocturnes ne pouvaient s'effectuer sans sources de lumières : chandelles, bougies, torches... Le feu devint d'ailleurs rapidement l'instrument des tortures religieuses, qui ciblaient les couches marginales de la société. L'Église persécuta les forces sociales identifiées au Démon, créature nocture par excellence. Le scénario se répète ailleurs jusqu'à auhourd'hui, quand l'Église en a encore la force. Là où l'Église organise la répression, ce sont les minorités qui écopent. Ethniques, elles sont juives, gitanes, musulmanes de toutes les origines; de genre elles sont gays, lesbiennes, transsex, queer; culturelles elles sont sorcière, sages-femmes, rabouteux-ses, politiques, cultistes, praticien-ne-s des superstitions populaires. Toutes associées au démon et à l'obscurité, à l'inconnu, ces minorités paient le prix du contrôle social religieux. Aux temps pré-industriels de l'Europe, elles furent toutes réunies sous l'étiquette fourre-tout d'hérétique, qui n'est pas sans rappeler la chasse au terrorisme d'aujourd'hui.

Cette stratification fut rapidement appuyée par les États, qui imposent de lourdes peines criminelles pour les crimes nocturnes, souvent la mort. Le plus craint était l'incendie, passible d'exécution sommaire dans presque toute l'Europe et l'Amérique. Son caractère était aussi terrifiant qu'efficace. Le feu n'avait pas son pareil pour détruire les propriétés dans les villes et les campagnes pré-industrielles, sans eau courante ni service de pompiers. Nommé « the weapon of the weak » dans les vieux textes anglais et américains, l'incendie était la forme de sabotage la plus courante.

Aussi, pour l'État, la nuit était un no-man's-land. L'identification des individus y était quasiment impossible et les opérations militaires peu contrôlables. Là aussi, la symbolique du pouvoir de



l'État moderne en formation est parlante. La lumière de la république, le siècle des lumières, la pensée rationnelle, tout s'oppose aux traditions et aux savoirs folkloriques pour tendre vers une rationalisation de la société. Rationalisation impossible sans la connaissance et le contrôle, qui atteint ses premières formes absolutistes avec les gouvernements modernes. Dans les villes se déclarèrent les premiers couvre-feux à grande échelle. Pour Ekirch, la mesure du couvre-feux reflètait cette relation intime qui lie contrôle et présence de lumière. Elle resta innefficace. Les milices mises en place pour discipliner les rues après la tombée du jour furent pour la plupart inutiles aux États : aisément corruptibles ou indisciplinées, elles ajoutaient au chaos nocturne. Personne ne pouvait réellement contrôler et documenter leurs actions!

Les milices devaient contrôler les dissident-e-s politiques, les criminel-le-s, les prostitué-e-s, les minorités ethniques. Elles barraient les portes qui séparaient les quartiers des villes et en battaient les agité-e-s. Les mesures disciplinaires imposées avec le couvre-feu depuis le 12ème siècle sont l'interdiction du masque et des d'armes. C'est une ressemblances frappantes avec les mesures actuelles de contrôle des foules. Comme quoi si les moyens changent, les objectifs restent les mêmes. Depuis le moyen-âge la « transparence » et la « clarté » sont les armes des puissants.

Parrallèlement, le nocturne demeura un sanctuaire des coutumes populaires. Les tâches accomplies à la lumière des chandelles et des feux tenaient une place privilégiée dans l'économie domestique et le voisinage. On s'y livrait à l'artisanat, à la cuisine, au brassage de la bière, à la couture, aux jeux de société et aux rencontres. Dans plusieurs parties de l'Europe, des cercles de femmes se formaient pour tisser ou discuter. La nuit créait des opportunités de subvertir l'ordre patriarcal. Les tavernes se remplissaient des apprentis libérés de leurs travaux journaliers. C'était un lieu haïs des maîtres, dans un monde marqué par la domination des artisans sur leurs ateliers. Le travail se libérait des contraintes sociales pour s'orienter vers les liens familiaux et amicaux. Aussi, la nuit était, en grande partie, l'espace où se formait les couples et où les activités intimes se déroulaient. Fortement marquée par les traditions familiales, elle permettait d'éviter la surveillance des mœurs par les institutions et d'échanger dans des normes moins strictes.



Grand incendie de Londres, 1666

protestent. La réplique policière est sans précédent : certains ont dit que la police "avait comme but de les tuer". Gaz lacrymogènes, la police chasse les manifestants dans la forêt, les anti-émeutes casse les fenêtres des voitures pour lancer des lacrymos à l'intérieur, pendant qu'elles roulent. Blessé-e-s, arrestations, certaines personnes sont accusées de « rébellion » (une charge qui n'avait pas été utilisée depuis la dictature dans les années 1960).

Novembre
Halkidiki. 3000 personnes. 17 divisions de police sont déployées dans la forêt.
5000 personnes dans les rues de Thessaloniki.

Décembre
L'examen du recours des habitants de Chalikidiki par le Conseil d'Etat est reporté pour une date ultérieure, sans que ni la raison de la remise à plus tard ni la nouvelle date soient annoncées.

Multiples sabotages contre les installations de la compagnie. La plate-forme que la compagnie a installée à Skouries, afin de réaliser des recherches géologiques, est complètement détruite.

Janvier
Athène, 2000 personnes protestent contre l'industrie minière.

Février.
Dans la nuit du 16 au 17, une cinquantaine de personnes cagoulées attaquent le chantier et brûlent tout l'équipement qu'ils y trouvent – bulldozers, trucks, bâtiments – puis bloquent la route avec des billots de bois pour empêcher la police et les pompiers d'atteindre le site.



Depuis, les autorités grecques ont fait une

Depuis plus de dix ans, la population locale s'organise contre les projets miniers dans la région. Et depuis plus d'un an, la lutte contre le projet minier dans la forêt de Skouries ne fait qu'augmenter et se renforcir. Quelques évènements qui ont ponctué cette lutte[3].

En mars 2012, la compagnie prend possession du mont Kakavos pour préparer l'implantation de la mine. Un campement anti-minier est démantelé par des travailleurs de la compagnie aidés de la police. Les jours suivants sont ponctués de manifestations, répression brutale, barricades à Ierissos – population 3000, un des villages au cœur de la résistance, affrontements avec la police.

Hellas Gold entoure alors une partie de la montagne de barbelés, engage des gardes de sécurité privés et installé un système de surveillance. En mai, le forage commençait (malgré que la compagnie ne détenait pas les permis d'exploitation nécessaires) et en juin la coupe d'arbre – par les travailleurs de la compagnie, la coopérative forestière locale étant contre la mine et refusant de raser la forêt.

En juin, une décision de l'administration régionale ordonne la suspension des activités d'Hellas Gold sur le site, l'obligeant à arrêter de driller, bûcher et toutes autres activités pouvant heurter la forêt, jusqu'à une décision ultérieure du Comité de suspension.[4] Les officiels de la compagnie ont blâmé les opposants pour le licenciement de 25 travailleurs récemment engagés. Résultat : le 30 juin, dans le village de Megali Panagia, des mineurs parcourent les rues en détruisant des affiches anti-minières et menaçant la population de brûler leur maison si le projet arrête, quatre résidents sont attaqués et battus.

En juillet, le Conseil d'État grec donne son autorisation à El Dorado Gold, annulant la décision de l'autorité régionale et en contradiction avec une décision prise en 2002 qui statuait que les considérations environnementales avaient préséance sur les retombées économiques.

En réponse, un rassemblement est organisé le 5 août, où les protestataires recevront des balles de caoutchouc en signe de représaille. Depuis l'été, les effectifs de la police anti-émeute sont stationnés de manière permanente dans la région, et des barrages et barbelés bloquent l'accès aux sites de la mine.

L'automne dernier est ponctuée de manifestations dans la région et dans les grosses villes du pays. La police réprime brutalement le mouvement. En octobre, 2000 personnes

---

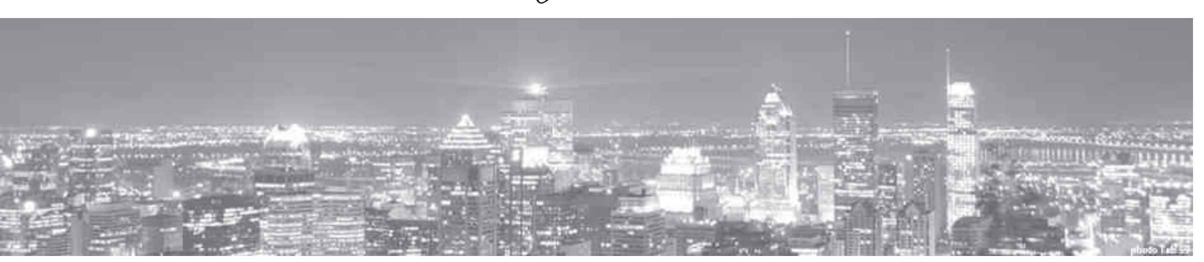
3. Ce compte-rendu ne prétend pas être exhaustif, mais vise à faire un portrait de cette lutte afin, qui sait, nous inspirer...
4. N'ayant comme référence que les traductions de nouvelles grecques, les noms exacts des instances m'ont échappé.

La nuit fut, dans la culture populaire du 15-16 et 17ème siècle, un synonyme d'irrévérence et de désordre, du charivari à la mascarade en passant par les carnavals et les foires. La subversion était renforcée par l'anonymat, qui permettait de violer les frontières des classes sociales et des conventions. La plupart des « agitations populaires » prirent place durant les heures nocturnes, ce qui ajoutait grandement à la difficulté de la répression pendant et après les événements. Des esclaves noirs américains aux bandes de vagabonds anglais en passant par les paysans français et Allemands, partout les classes les plus défavorisées choisissent la nuit pour commettre des actes de violence organisée. Les Luddites, célèbres saboteurs des machines des premières industries anglaise, n'agissaient qu'après la tombée du jour.

Ce qui emmène Ekirch à considérer un aspect particulier de ses sources : au cours de ses recherches, il a constaté que le sommeil était divisé en plusieurs phases : premier sommeil et deuxième, entrecoupés d'une période d'éveil et d'activité. Sans éclairage artificiel, surtout l'hiver, la nuit est bien plus longue. Le sommeil prend donc une forme différente et permet des plages horaires d'activités nocturnes, impossibles à réguler par les institutions.

Comme le « progrès » technologique, économique et social apporta plus de moyens aux institutions, elles mirent en place des mesures d'éclairage. Dès le 18ème siècle, avec l'apparition des réverbère à gaz, les rues principales des villes s'illuminèrent. Cela commenca par les artères des quartiers riches et commerciaux. La mesure de contrôle se répandit progressivement, si bien que maintenant, avec la civilisation de l'automobile, ce sont tous les espaces privilégiés par les institutions qui sont éclairés. Avec l'évolution des technologies, les moyens de surveillance se renforçèrent, si bien que c'est parrallèlement à l'éclairage généralisé des villes, au 19ème siècle et au début du 20ème, que les organismes de police professionnels apparaissent. Avec le milieu du 20ème siècle l'autopatrouille et ses phares devient leur synonyme, et l'éclairage industriel une pièce centrale dans l'accroissement de la production des usines, qui peuvent maintenant tourner 24h sur 24. La structure sociale, jusque-là basée sur l'atlernance entre deux mondes, un régulé par les contraintes des institutions et l'autre guidé par l'usage anonyme de la nuit, s'en est trouvé boulversé.

Comme le souligne Ekirch, « modern technology has helped to obstruct our oldest path of human psyché ». Ce ne fut pas sans résistance. Durant les révoltes, de la fin du 19ème et du début du 20ème, les sources d'éclairage sont la cible de sabotages systématiques. Dans toutes les émeutes du 18ème et du 19ème, les réverbères furent attaqués et détruits. Mais la civilisation occidentale a abolit la nuit, dans les limites de son contrôle. Ce qui était autrefois le plus grand barrage à l'expansion des heures de travail, du commerce et du contrôle des humain-e-s se trouve maintenant baigné de lumière.



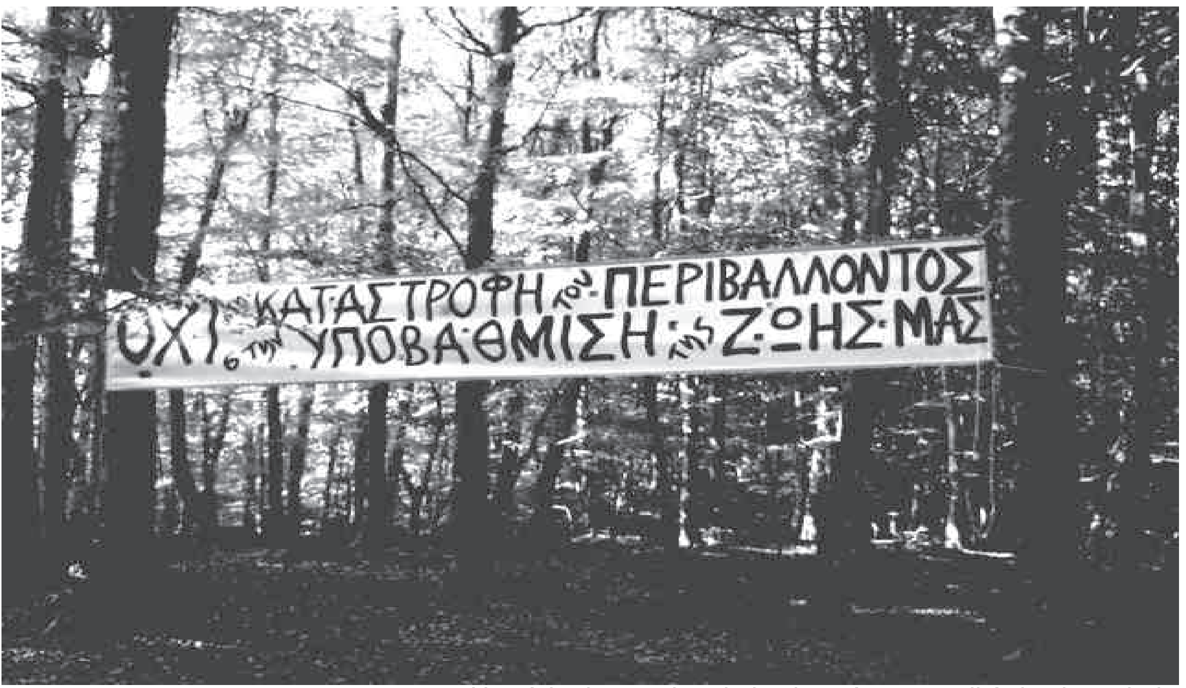
Montréal, la nuit.

DES AUTOCHTONES PRENNENT D'ASSAUT LA CONSTRUCTION D'UN MÉGABARRAGE HYDROÉLECTRIQUE

Le projet hydroélectrique Belo Monte qui dévirait 80% du cours de la rivière Xingu, très riche en biodiversité, et inonderait 1500 km^2 de forêt amazonienne selon Amazon Watch, fut conçu à l'époque de la dictature et fait maintenant partie du Programme Brésilien d'Accélération de la Croissance après avoir été laissé au rencart à la chute de l'ancien régime et repris en 2003 par le gouvernement de Lula. Il deviendrait le troisième plus grand barrage au monde après le barrage des Trois-Gorges en Chine et celui d'Itaipu aussi au Brésil. Officiellement, 30% de la production servira à alimenter les innombrables projets d'extractions. De nombreuses voix s'élèvent en opposition depuis l'annonce du projet, mais les seuls ayant pris des mesures pour l'empêcher matériellement d'être mené à terme sont ceux qui seront les premiers à en souffrir directement les conséquences; les peuples autochtones et paysans métis qui vivent dans la région.

Après que les organisations environnementalistes au Brésil et à l'internationale, jointes par des célébrités comme Sting, David Cameron, Sigourney Weaver et le célèbre grand chef Kayapo, Raoni Metuktire, eurent fait leurs conférences de presse, fait circuler des pétitions, écrit une lettre au Président Lula, remis des prix de la honte, organisé des manifestations symboliques etc, ayant mené à ce que diverses cours du Brésil annulent le projet pour ensuite être réhabilité à chaque fois, le 21 juin 2012, quelques petits bateaux remplis d'autochtones Xirin, Arara, Juruna et Parakana, visages portant les peintures de guerriers et lances en main, ont pris d'assaut une partie du site de construction du barrage, les employés se sauvant en les voyant arriver Quelques centaines d'autochtones ont maintenu l'occupation 21 jours pendant lesquels ils ont démantelé une partie de la construction, une initiative qui venait d'eux seuls, brisant avec l'habituel «accompagnement» des OGN. En partant ils ont annoncé qu'ils continueraient de lutter contre le barrage jusqu'à ce qu'il disparaisse.





Non à la destruction de la vie et à une qualité de vie moindre

Grèce, Chalcidique (Halkidiki, dans le nord).
Forêt ancestrale de Skouries, mont Kakavos.
Sous la terre : l'or et le cuivre.

Un projet de mine, en partie à ciel ouvert et en partie souterraine, d'or et de cuivre.[1] Et cela sur le top d'une montagne, au cœur d'une forêt, d'où coule les plus grandes réserves d'eau de la région. Et, comme dans beaucoup d'histoires semblables dans le monde, y'a une compagnie canadienne derrière tout ça : El Dorado Corp (via la grecque Hellas Gold)[2].

---

1. Cette partie de la région a toujours eu une activité minière (surtout du zinc) : à petite échelle et de manière souterraine.
2. El Dorado possède les concessions pour une aire de 317km2, et explore agressivement autour. Hellenic Gold appartient à 95% à El Dorado Corp (qui avait avalé European Goldfields Ltd.)– l'autre 5% est détenu par l'entreprise grecque Hellaktor (qui baigne aussi dans de louches histoires de corruption...). L'État avait racheté la licence d'exploitation de la compagnie canadienne TVX Gold (dont les projets avaient été bloqués par les gens d'Olympiada en 2002). C'est assez commun les multiples transaction dans le monde des minières. En Grèce, El Dorado Corp mène aussi le projet Perama de mine d'or, près de la frontière turque. Selon le ministère grecque de l'énergie et de l'environnement, l'investissement d'El Dorado Corp serait le plus gros au pays dans le domaine de l'industrie minière, et parmis les plus gros projets industriels de tous secteurs confondus.

fondement d'un pouvoir indirect à travers des nominations de chefs. Cette technique propose non seulement des nouvelles identités fixes, mais suppose un ordre principalement hiérarchique et universel. Les peuples égalitaires et amphibiens sans chefs ou ordre politique permanent en-dehors de l'hameau ou de la lignée familiale n'ont aucune place dans cet ordre des choses. Pour les gouverner, ils leur manquaient les leviers institutionnels par lesquels ils pouvaient être gouvernés. Ces institutions ont été fournies par la force. Par exemple, dans le rapport avec les Kachin, Lahu, PaO, Padaung et Kayah, les Britanniques ont donné le pouvoir institutionnel et des privilèges à quelques chefs locaux afin de mieux les contrôler.

Une fois inventée, toutefois, la tribu prend vie d'elle-même. Une entité créée comme structure politique afin de gouverner est devenu un idiome de la contestation politique et de l'affirmation de soi. C'est devenu la manière reconnue d'affirmer une revendication sur son autonomie, les ressources naturelles ou la terre. Face aux peuples sans État, l'État reconnaît seulement les revendications faisant appel aux identités ethniques et aux droits tribaux. C'est le mode standard de faire des revendications auprès des États et cela répond aux mêmes objectifs qu'un syndicat ou une corporation dans une société contemporaine. Plus on observe le concept de tribu dans la réalité, plus il semble être une création de l'homme blanc pour parler des autochtones, pour pouvoir négocier avec eux, les administrer, les amener à ce qu'ils réfléchissent comme eux. L'invention de la tribu doit être comprise comme un projet politique.

La création des Cossaks comme ethnie auto-consciente est particulièrement instructif pour bien comprendre ce phénomène. Les personnes qui sont devenus des Cossaks sont des fugitifs et des serfs qui ont fui la Russie occidentale au 16e siècle vers les steppes de la rivière Don afin de s'échapper au contrôle social. Ils n'avaient rien en commun sauf leur servitude et leur fuite. Ils étaient géographiquement fragmentés en 22 groupes. Ils sont devenus un peuple à cause des nouvelles conditions écologiques et des routines de subsistance. Ils se sont établis auprès des Tatars, Circassians et Kalmyks. Ils vivaient sur un régime communal des terres, étaient égalitaires et avaient une totale liberté de mouvement. La société Cossak était donc une image miroir de la servitude et la hiérarchie de la Russie tzariste. Les trois grandes révoltes qui ont menacé l'empire ont commencé sur les terres Cossaks. Suite à la défaite de la révolte Bulavin (1707-8), les Cossaks ont dû fournir l'armée tzariste des unités de cavalerie en échange de la préservation de leur autonomie. Et suite à la défaite de la révolte de Pugachev (1773-74), les assemblées démocratiques locales ont été remplacées par une aristocratie Cossaks.

L'indétermination des formes sociales des collines, la flexibilité des histoires et des généalogies, la complexité baroque des langues et des populations font partie des caractéristiques constitutives des sociétés des collines.

Des Autochtones armés veillent sur les arbres dans les montagnes du Mexique

Depuis 2011, au Mexique, dans une petite communauté du Michoacán du nom de Cherán, des groupes d'autochtones Purhépecha armés de fusil d'assaut patrouillent les montagnes pour protéger les arbres, ce qu'ils considèrent un devoir sacré.

C'est que depuis plusieurs années, la forêt qu'ils chérissent se fait violer par un important groupe de crime organisé avec la complicité du gouvernement et de la police locale. Des membres de la communauté qui ont tenté de s'y opposer dans le passé se sont fait enlever, battre, assassiner et cela n'a fait qu'amplifier au cours du temps.

Jusqu'en avril 2011, lorsqu'un groupe de femmes et d'enfants ont décidé de bloquer la route aux camions de bûcherons qui passaient par le village et que ceux-ci essayèrent de les écraser avec leurs camions. La réaction du reste de la communauté fut de foutre les camions en feu et de détenir les bûcherons. Les flics ont ensuite voulu guider le groupe de crime organisé jusqu'à l'endroit où les bûcherons étaient détenus pour essayer de les libérer par la force, mais la communauté érigea des barricades enflammées à travers le village. Dans les jours qui suivirent, les membres de la communauté décidèrent de se réorganiser sur ses bases



traditionnelles et autonomes, ne reconnaissant plus la légitimité des autorités politiques et de la police qui abandonnèrent le village peu après par peur de représailles.

Depuis ce moment, la communauté s'est rappropriée l'équipement abandonné par la police et s'en remet à ses méthodes d'organisation traditionnelle pour la protection de la communauté et de la forêt. Des groupes font des rondes dans le village et les « guardabosques » [gardiens de la forêt] patrouillent les montagnes. L'expérience de Cherán a vite inspiré d'autres communautés à organiser des groupes d'autodéfense et en ce moment c'est un véritable effet domino au Mexique. Régulièrement, de nouveaux groupes apparaissent, les communautés écœurées du climat de terreur imposé par la convergence entre tous les palliers de gouvernement, les narcotrafiquants, la police, l'armée et les paramilitaires. Ce serait une erreur d'idéaliser ces « groupes d'autodéfense » qui prennent toutes sortes de formes, mais ce serait une plus grande erreur que d'ignorer l'expérience de ces gens qui reprennent le pouvoir sur leurs vies.

Des « Gardes Civiles pour l'Autodéfense » contre des minières canadiennes

Récemment, dans l'État du Chiapas dans le sud du Mexique, quelques deux milles paysans métis et Mam de 78 communautés se sont réunis en assemblée, armés de bâtons, machettes, tubes de métal etc. et ont décidé de former des « Gardes Civiles pour l'Autodéfense » afin de mettre un terme à l'exploitation forestière et minière dans leur région où plus d'une centaine de permis d'exploration et d'exploitation minière, affectant leur santé et leur milieu de vie, furent octroyés principalement aux entreprises canadiennes Black Fire et Gold Energy



Dans une lettre au gouvernement fédéral et au gouvernement de l'État du Chiapas, ils ont annoncé qu'ils appliqueraient la justice par leurs propres mains et qu'ils défendraient leurs terres au coût de leurs vies s'il le fallait. Ils ont du même coup dénoncé l'alliance électorale du PRI [parti au pouvoir] avec le Parti Vert Écologiste qui « n'a servi qu'à donner le feu vert à ces compagnies étrangères qui n'ont rien apporté d'autre que la désolation, la contamination et la mort. » Ils ont aussi demandé l'appui des peuples autochtones au niveau international.

populations localisées dans des endroits géographiques accidentés et relativement isolés. Elles ont accentué le phénomène de dialectes, de coutumes et d'identités complexes.

Les identités retrouvées dans les collines est une position face aux États des vallées. Elles ont été mises au service de l'autonomie et de l'absence d'État. L'identité anti-État est peut-être le fondement le plus commun des identités montagnardes jusqu'au 20e siècle, où une vie en-dehors de l'État était encore possible. Les États assimilaient toutes les personnes qu'ils capturaient, mais la culture sous un État se modifiait que très peu car la dépendance sur une seule culture de grains finissait par dominer les routines de travail de la majorité des gens. Les effets homogénéisant d'un régime agraire et d'un système de classe étaient fréquemment ponctués par des révoltes, reproduisant l'ordre social précédent sous une nouvelle gestion. La seule alternative structurelle était la fuite vers les propriétés communales dans les collines.

Des identités poreuses, plurielles et fluides

La plupart des peuples des collines de l'Asie du sud-est n'avaient pas ce que nous considérons comme des identités ethniques propres. Ils s'identifiaient souvent par un nom de lieu – le peuple de telle vallée, le peuple de tel bassin versant – ou par une lignée ou un groupe familial. Leur identité variait selon la personne à laquelle ils s'adressaient. Plusieurs noms étaient implicitement relationnels – le peuple d'en haut, le peuple de la crête ouest – faisant sens seulement comme un élément dans un ensemble relationnel. D'autres noms utilisés étaient des noms donnés par les étrangers, comme ce fut le cas des Miao. La plupart des habitants des collines avaient un répertoire d'identités qu'ils pouvaient déployer selon les contextes. Une identité ethnique d'une personne serait en ce sens le répertoire des performances possibles et les contextes dans lesquels elles sont exhibées. L'ethnicité n'est pas donnée mais un choix.

À travers le monde, les forces coloniales ont identifié et codifié les coutumes et traditions dans le but de l'utiliser comme



L'agriculture itinérante est un moyen de s'évader de l'emprise de l'État. Toutes les représentants des États de l'Asie du sud-est ont découragé ou condamné l'agriculture itinérante, puisque celle-ci était une forme fiscalement stérile : diversifiée, dispersée, difficile à surveiller, à taxer et à confisquer. La culture itinérante offre une liberté et une autonomie relative. En cultivant des légumes racines, en chassant et en pêchant, personne n'a besoin de travailler pour un salaire.

Les tribus et les États sont des entités mutuellement constituées. Il n'y a aucune séquence d'évolution, les tribus ne précèdent pas les États. Elles sont une formation sociale définie par leur relation à l'État. Et quand il y a une hiérarchie dans une tribu, c'est souvent une performance théâtrale d'un groupe pour s'adapter à la relation avec l'État. La position des habitants des collines est celle de l'égalité, de l'autonomie et de la mobilité. Chez les Kachin gumlao, il existe une tradition d'assassiner, destituer ou déserter les chefs plus autocratiques. Ils ont une longue histoire d'appliquer des relations sociales égalitaires en destituant ou en assassinant les chefs qui ont de trop grandes ambitions à gouverner. Les Lisu, Lahu, Karen, Kayah et Kachin sont reconnus pour leur tradition de révolte anti-chefs.

C'est la fuite, et non la rébellion, qui a été le fondement de la liberté dans les collines; bien plus de communes égalitaires ont été fondées par des fugueur-se-s que par des révolutionnaires.

L'invention des identités ethniques et tribales

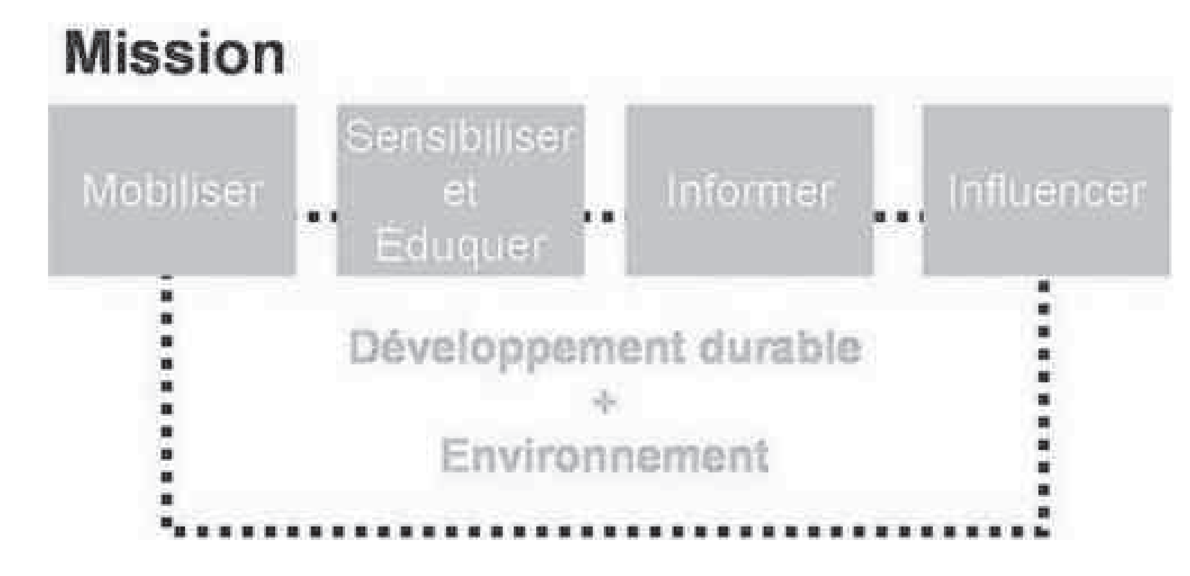
L'identité ethnique est définit par le mode de subsistance et l'appartenance à un État ou non; c'est une position sociale face à l'État. C'est une sorte de phénomène culturel. Les États sont composés de captifs et d'esclaves et l'esclavage est surtout un phénomène urbain. Les raids esclavagistes à la périphérie étaient dirigés contre les animistes chasseurs-cueilleurs et horticoles afin de les déporter vers les besoins du centre. Vu que la provenance de la majorité des habitants de la ville venait des collines, partagent-ils réellement une identité ethnique?

Le peuple Karen et bien d'autres minorités paraissent être ethniquement amphibiens, capable de passer d'une identité à l'autre sans problème. Vivant près de diverses cultures, les amphibiens ethniques apprennent les performances requises par chacun des paradigmes culturels. Par exemple, les Lua/Lawa, animiste, pratiquant la culture itinérante et parlant une langue Mon-Kmer à domicile, sont très habiles dans la langue Thai lorsqu'ils déménagent dans la vallée. L'ethnicité est donc un projet auto-fabriqué; ceux qui adoptent une identité spécifique deviennent membre de l'identité en question. Les ethnies dans les collines ne sont pas rigides, elles sont déployées dans le but d'incorporer les populations avoisinantes. Elle a été peuplée pendant deux milles ans de vagues après vagues de personnes se retirant et fuyant les centres étatiques, les invasions, les raids d'esclavagistes, les épidémies et les corvées. Là, elles ont rejoint des

Capsule informative : patronat environnemental

Le CPEQ, le Conseil du patronat en environnement, est un organisme de concertation des entreprises œuvrant en développement durable. Il a pour mission de promouvoir ce concept et son acceptation dans la société civile, de même que les pratiques « responsables » chez les entreprises. Son conseil d'administration comprend des chef-fe-s des plus grandes corporations de la société canadienne, dont Xstrata Copper, la STM, l'Association minière du Québec, SNC-Lavalin, Rona, Bell, l'Association canadienne de l'industrie de la chimie, l'Association canadienne des carburants, Hydro-Québec, l'Association des banquiers canadiens, l'Association de l'aluminium du Canada, IBM et Gaz métro.

Fondé en 1992, le CPEQ se dota de moyens pour faciliter l'imposition du paradigme du développement durable (DD). Les années 1990 sont marquées par l'organisation du développement durable comme force politique. Constitué comme concept par les institutions internationales dès la publication du Rapport Bruntland, en 1987, puis par la convention de Rio (1992), l'idée gagne du terrain au Canada et au Québec. Sous la bannière de « satisfaire les besoins actuels sans compromettre les besoins des générations futures », le DD cherche à intégrer croissance économique classique et protection de l'environnement, sans toutefois donner la priorité. Rapidement le Parti québécois l'utilise pour promouvoir ses intérêts (1) . En créant des instances de concertation en environnement, avec le concours d'une bonne partie du mouvement vert, les gouvernements Parizeau puis Bouchard font du développement durable un discours de concertation entre l'industrie et les groupes de pression en environnement. On connaît la suite : maintenant Équiterre et cie. du Jour de la terre assoient leurs culs publics et dorés sur l'argent d'Alcoa et d'Hydro-Québec (2).



Au nombre de ses réalisations figurent plusieurs outils à ne pas sous-estimer. Ils visent à favoriser l'acceptabilité sociale des projets. Leur dernier guide s'appelle *« Guide de bonnes pratiques pour favoriser l'acceptabilité sociale des projets »*. On y précise qu' *« Une sensibilisation efficace peut faire progresser la communauté de la simple tolérance qu'elle exerce vis-à-vis la présence de l'installation industrielle ou commerciale vers son appréciation et la reconnaissance de sa contribution à la vie communautaire ».* En effet, les capitalistes reconnaissent que

« l'acceptabilité sociale émerge maintenant en tant qu'enjeu majeur du XXIe siècle car les promoteurs de projets, comme les gouvernements d'ailleurs, reconnaissent les répercussions qu'un problème d'acceptabilité sociale peut engendrer pour leur réputation, pour le succès des projets et le développement économique. De façon plus générale, les entreprises reconnaissent de plus en plus la nécessité d'agir en bon citoyen corporatif et assument leur responsabilité sociétale comme valeur et principe et non plus seulement comme impératif du marché ».



Équiterre collabore avec le CPEQ...

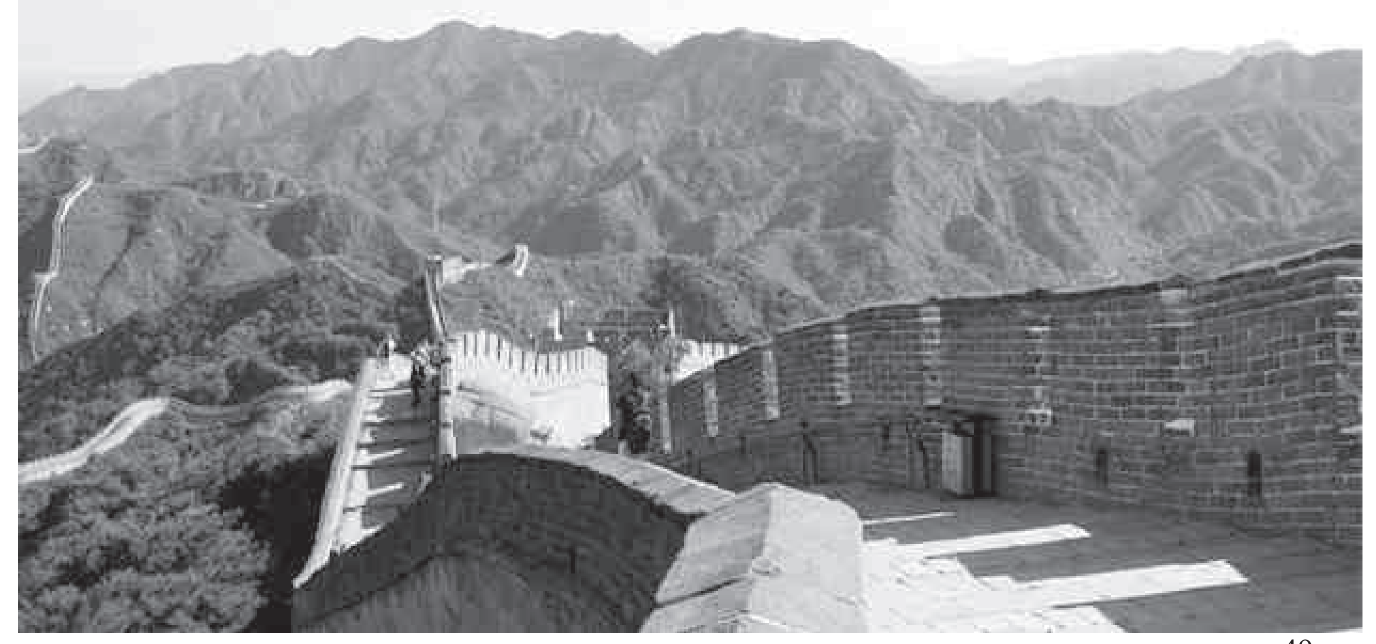
C'est donc à travers des principes « citoyens » et des pratiques légitimes aux yeux des acteurs de la société civile que la crédibilité des entreprises se joue. Dans ce domaine, le DD sert de balise pour formater la rhétorique des entreprises afin de mieux berner la population et éviter la radicalisation des opinions populaires, ce qui, convenons-en, nuirait à leur chiffre d'affaire... N'oublions pas que « les valeurs individuelles et collectives sont en constante évolution, la connaissance des impacts et des risques d'un projet est de plus en plus accessible à la société civile, la dichotomie entre la croissance nécessaire et le développement contesté se manifeste de plus en plus. »

Le CPEQ appelle aussi ces guides des outils de « bon voisinage ». Ils détaillent les méthodes d'approche des médias, pour informer les élu-e-s et la soit disante opinion publique selon les besoins des entreprises . Ils contiennent des outils légaux, sur l'application des violences légales, de même que des conseils sur la réalisation d'études d'impact des projets et leur importance dans les partenariats économiques locaux. Ils sont réalisés en collaboration active avec Équiterre, les Conseils régionaux de l'environnement, plusieurs autres organismes verts,

détruisent tout sur leur passage, capturent des esclaves, violent, les habitants des vallées sont poussés vers des zones hors de la portée de l'État. Le banditisme et la révolte étaient des pratiques répandues, mais la réponse typique était de s'enfuir dans une zone éloignée où la force coercitive de l'État état la moins ressentie, tandis que les élites se dirigent vers le centre. Ceux se repliant vers les montagnes y voyaient un avantage naturel inconsidérable. Ils pouvaient à tout moment barrer les différents passages et, lorsque nécessaire, se replier encore plus profondément dans les montagnes. Les montagnes favorisent la guerre défensive en général et offrent d'innombrables lieux où de petits groupes peuvent tenir une force plus grande qu'eux. Ils peuvent aussi détruire des ponts, faire des embuscades ou piéger des passages, faire tomber des arbres sur la route, couper les lignes téléphoniques et télégraphiques, etc.

S'enfuir de l'État. Prévenir l'État

Ceux qui tentent de s'enfuir de l'État utilisent plusieurs stratégies: la fuite vers des zones inaccessibles, l'éparpillement et la division en de plus petits groupes et l'adoption de techniques de subsistance qui sont invisibles et discrètes. En d'autres mots, lorsqu'une société ou une partie de la société choisit de fuir l'incorporation et l'appropriation, elle se déplace vers des entités sociales plus simples, plus petites et plus dispersées. Ces régions reculées sont donc un choix faisant partie d'une stratégie qui permet de rester hors de la portée de l'État.



La civilisation et les ingouvernables

Le discours de la civilisation est celle du développement, du progrès et de la modernisation. Être civilisé est synonyme d'être gouverné: vivre dans un village permanent, cultiver des champs fixes, reconnaitre la hiérarchie sociale et pratiquer une des principales religions salvatrices. Aux yeux des civilisés, le niveau de civilisation peut être lu en fonction de l'altitude; ceux vivant sur les sommets sont les plus arriérés; ceux vivant à mi-pente sont légèrement plus élevés culturellement; ceux vivant sur les plateaux et cultivant du riz sont plus avancés, quoique inférieurs à ceux vivant au cœur de l'État.

Plus tu adoptes la culture dominante, plus tu t'élèves culturellement. Même si tu vis sur une montagne, tu « montes » toujours en ville et « descend » en région. Cela n'a rien à voir avec l'altitude, mais avec l'élévation culturelle. Lorsque des peuples entiers suivent, par choix, une vie semi-nomadique, ils sont vus comme une menace et sont stigmatisés. Des politiques sociales et des mesures d'aide gouvernementale sont mises en place pour amener ces peuples « rustres et arriérés » aux soins de la civilisation. Tout ceux prenant refuge parmi les insurgés sont associés à un état primitif, à l'anarchie.

Les grandes murales de Chine au Nord et les murs Miao dans le sud-ouest étaient construits non pas pour empêcher les invasions barbares mais bien pour retenir les paysans surtaxés de s'enfuir chez les barbares. C'est à la lumière du contrôle administratif, et non pas de la culture en soi, que nous devons comprendre l'invention des catégories ethniques aux frontières. Un groupe ethnique n'est qu'un statut social, à savoir si et comment les personnes en question sont administrées par l'État. Une région barbare est donc un lieu politique vis-à-vis l'État; c'est une position sociale. Les civilisés sont complètement incorporés à l'État et ont adopté les coutumes, les habits et le langage du groupe dominant. Partir vivre chez les barbares était plus la norme que l'exception; il ne suffisait qu'à quitter l'espace étatique pour un espace politique libre et autonome.

Garder l'État hors de portée : le peuplement des collines

Les montagnards peuvent être vus comme des refugiés déplacés par la guerre et choisissant de rester hors du contrôle direct des autorités étatiques. Ces autorités cherchent à contrôler la périphérie en s'accaparant du fruit de leur travail, en taxant les ressources et en recrutant soldats, serviteurs, concubines et esclaves. L'histoire de la fuite est rappelée annuellement chez les montagnards avec différents rituels et leurs traditions sont culturellement encodées dans une forte tradition d'autonomie familiale et économique. Les vallées peuvent retrouver les caractéristiques de la vie sociale des collines suite à un effondrement d'empire. Les empires craignent cette force latente sur leurs frontières et ont constamment lancé des campagnes d'assimilation ou d'extermination, particulièrement suite aux insurrections populaires.

La raison principale de la fuite fut la guerre; lorsque des armées entières pillent,

et des chaires de recherche universitaires.

En plus de ces outils, le CPEQ organise un lobby actif auprès des élu-e-s et s'assure d'une représentation efficace des intérêts corporatifs dans tous les dossiers environnementaux de l'heure. Leur respectabilité est bâtie sur la réunion des acteurs et actrices de la « société civile », comme les politicien-ne-s, les organismes professionnels en environnement, les entreprises et, en une très grande proportion, les chercheur-e-s universitaires. En se servant des figures d'autorité morale, comme les lobbyistes environnementaux et les détenteur-trice-s du savoir scientifique, le patronat bâti une vision de ses activités qui lui permet d'opérer en toute impunité.

Leur adresse corporative : 640, rue St-Paul Ouest, Bureau 504, Montréal (Québec) H3C 1L9
http://www.cpeq.org/

(1) 30 ans au RQGE, une histoire dissidente de l'écologie au Québec, 2012, disponible à http://www.rqge.qc.ca/
(2) http://www.maisondeveloppementdurable.org/partenaires/grands-donateurs



Que se cache-t-il sous cette jolie plantation de sapins de Noël canadiens?

À l'arrivée du printemps, la marmotte dit :

"*Chéri, je sors voir la température et je reviens tout de suite. Restes ici au chaud* "

Elle n'est jamais revenue.

pratiquent. Ce type de culture disperse les gens sur un territoire, formant une contrainte au besoin de concentration de population de l'État et rend difficile et couteux la collecte de denrées. Contrairement aux monocultures, les cultures mixtes et dispersées assurent une stabilité alimentaire, en plus d'être plus résilientes face aux maladies et aux insectes ravageurs que les monocultures. De plus, les animaux de ferme causent plusieurs maladies chez les humains. Enfin, les monocultures procurent un régime alimentaire nutritionnellement inférieur que les régimes mixtes. Par contre, le riz



pouvait non seulement supporter une population plus dense, mais rendait aussi la population plus mobilisable en temps de corvée ou de guerre.

L'accumulation de la population par la guerre et les raids d'esclaves est considérée être à l'origine de la hiérarchie sociale et de la centralisation des premiers États. Les royaumes ont agrandi leur base de main d'œuvre en forçant les détenus de guerre à s'établir sur leur territoire et en kidnappant des esclaves. Les militaires brulaient les champs et maisons des captifs afin de prévenir qu'ils y retournent. Ils rasaient les forêts, les transformaient en champs et ils drainaient les marécages. La majorité des décrets des rois ont été contre les serfs fugueurs, interdisant ceux-ci de s'enfuir, de déménager ou de cesser de cultiver des grains. Plusieurs sujets étaient même tatoués pour indiquer leur statut et leur maître. Dans les systèmes pré-modernes, seule la coercition physique peut garantir la propriété et l'accumulation de la richesse.

Les monocultures encouragent l'uniformité sociale et culturelle à différents niveaux : de la structure familiale, de la valeur du travail des enfants, du régime alimentaire, des styles architecturaux, des rituels agricoles et des échanges sur le marché. Une société façonnée par une monoculture est plus facile à surveiller, évaluer et taxer qu'une société façonnée par la diversité agricole. Les empires ont tenté d'éradiquer l'agriculture itinérante, parce que les produits n'étaient pas accessibles à l'appropriation par l'État. Dans la modernité, deux autres raisons ont poussé les États à éradiquer les champs itinérants : la sécurité politique et le contrôle de ressources. Les cultures itinérantes et les forêts sont donc brûlées, rasées et éventuellement remplacées par des mines. Les États minimisent ainsi les chances de survie des habitants des collines en dehors des espaces étatiques.

dans les collines pour fuir les projets étatiques dans les vallées. Le nomadisme des collines est aussi une stratégie de survie et les multiples rebellions dans ces régions ont poussé plusieurs à prendre comme refuge des régions encore plus reculées. Ce pattern historique de fuite est donc une position d'opposition si ce n'est pas de résistance.

L'espace de l'État

Comme ailleurs, les grains (comme le riz) constituent le fondement des projets d'État. Dans une perspective d'un collecteur de taxes, les grains ont un avantage considérable sur les cultures de racines. Les grains poussent hors-sol et murissent à peu près en même temps. Les récoltes peuvent donc être calculées d'avance. Ils ont l'effet d'ancrer les populations sur un territoire et augmenter leur visibilité.

L'État dépend de sa capacité à recueillir les grains dans une distance raisonnable. Le pouvoir de l'État allait en s'amenuisant plus le lieu à contrôler était situé loin du centre. Les cours d'eau étaient l'exception pré-moderne à ses limites. Avant les technologies modernes, il était difficile pour les États sans cours d'eau navigable de concentrer et projeter leur pouvoir et leur influence culturelle. Les terrains plats permettent donc le contrôle étatique et l'appropriation par l'État (espace de l'État), tandis que les terrains accidentés sont intrinsèquement résistants au contrôle de l'État (espace non-étatique).

Les collines et les marécages étaient faiblement peuplés et leurs populations pratiquaient une forme de culture mixte (cultures itinérantes de riz de collines et de légumes racines, cueillette, pêche et chasse) qui était difficile à estimer et encore moins à s'approprier. Avant les technologies modernes, l'État était un phénomène saisonnier dans les collines: durant la saison pluviale, de mai à octobre, la pluie rendait les routes impraticables, rendant impossible une occupation militaire à l'année longue. Les habitants des collines savaient aussi quand s'attendre aux excursions des armées et des collecteurs de taxes. Ces peuples n'avaient qu'à attendre la saison pluviale, lorsque les routes d'approvisionnement étaient rompues (ou plus facilement sabotables) et que la garnison était confrontée à la famine ou au retrait. La présence coercitive de l'État dans ces zones étaient épisodiques, ou pratiquement nulle.

Concentration de la main d'œuvre et de grains

La suprématie politique et militaire requière une concentration de la main d'œuvre à portée de main. La concentration de la main d'œuvre est seulement réalisable qu'avec l'agriculture sédentaire. Et de telle concentration agro-écologique n'est possible qu'avec la culture irriguée de riz (ou autres grains). Elle constitue le moyen le plus efficace pour concentrer une main d'œuvre et les denrées alimentaires. Les deux autres moyens pour y arriver sont la prise d'esclaves et le pillage.

La culture itinérante offre un plus grand retour pour peu d'effort et produit un surplus considérable pour les familles qui la

L'hypocrisie bolivarienne

de la réthorique révolutionnaire à la pratique colonialiste

Maintenant que Hugo Chávez est intronisé au temple des martyrs du *culte de la personnalité* de la gauche, l'apologie et la glorification du modèle bolivarien, qui abondaient déjà et qui n'ont fait que s'amplifier, chez ceux qui se réclament du *progressisme*, des *indignés*, de la *gauche*, chez des *anticapitalistes*, des *libertaires* et chez leurs *journalistes indépendants* ou *alternatifs* ici comme ailleurs, ce texte se veut comme un peu de sable dans l'engrenage de leur machine.

Ce qui en est venu à se nommer bolivarianisme, après que Chávez se soit approprié le terme se référant à l'idéologie de Simón Bolivar – figure historique des guerres d'indépendance d'Amérique du sud – est un modèle de réajustement social de l'État et du capitalisme sous forte rhétorique souverainiste et « révolutionnaire ». Du colonialisme un peu plus raffiné, un colonialisme pour la gauche.

Ce texte ne veut que faire écho à ceux qui s'affrontent à l'État bolivarien. Un écho de leur lutte pour la liberté, l'autodétermination et contre la domination et la destruction des êtres qu'ils aiment et du monde non-humain qui les entourent.

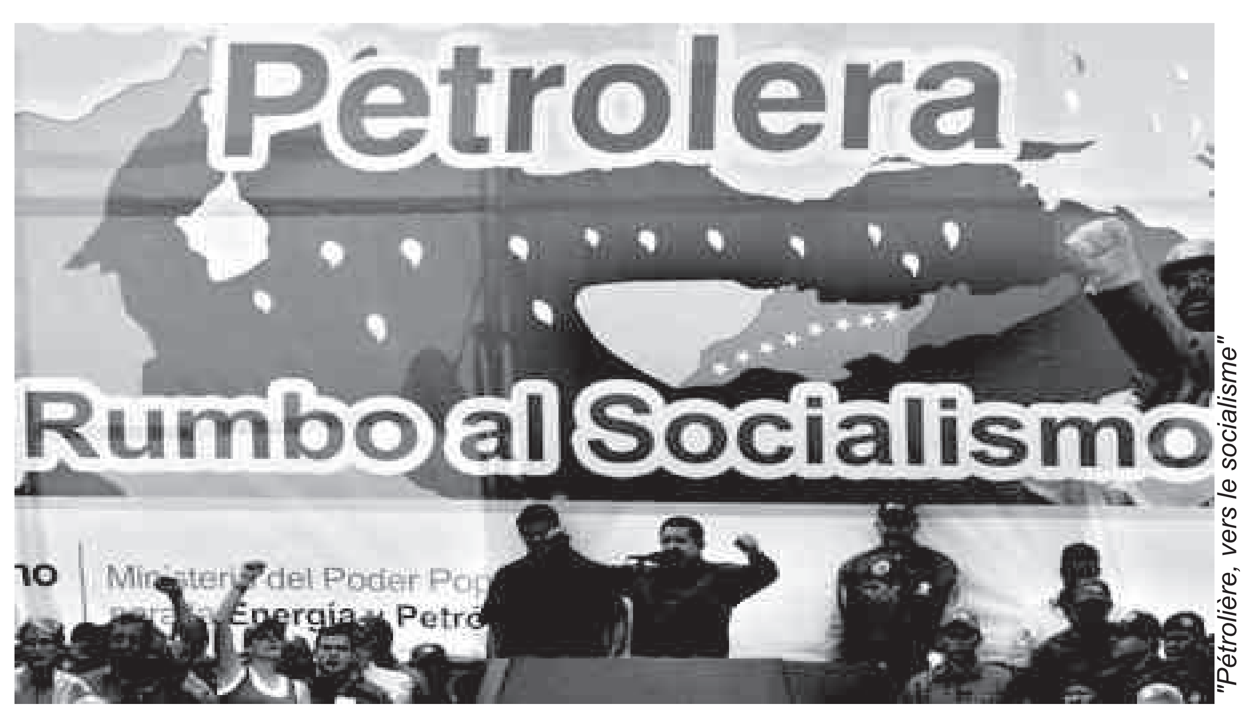
Un écho de quelque chose qu'il est essentiel d'écouter puisqu'il est difficile de l'entendre au-delà de la sérénade partisane et la critique mainstream où la discussion se fait presque uniquement sur les thèmes commodes tels que l'économie et la démocratie. Si les critiques envers les bolivariens à propos de l'autoritarisme, la liberté d'expression et la corruption sont justifiés, les États bolivariens ont rarement de leçons à prendre des autres États, groupes d'intérêts et philosophies politiques et économiques d'où elles proviennent généralement, perdant de ce fait toute légitimité.

Venant de préocupations anticoloniales et écologistes partagées par des autochtones et des anarchistes là-bas, voici un autre angle sur les trois principaux pays qui font parti de l'ALBA (*Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique*), appliquant tous le même modèle de développement économique extractiviste justifié par des régimes de redevances proclamé *socialisme du 21e siècle*: le Vénézuela, l'Équateur et la Bolivie.

Vénézuela
semer du pétrole

C'est bien connu, c'est à travers PDVSA, la compagnie pétrolière de l'État, par sa restructuration et des lois sur son obligation à réinvestir une partie de ses retombées vers des mesures sociales, que le régime bolivarien a pu financer ses politiques populaires comme l'augmentation du salaire minimum, des programmes d'emplois, l'accès à la santé et l'éducation et des réformes agraires. Il a aussi mis sur pied des programmes d'échanges avec d'autres États, comme du pétrole contre des vaches d'Argentine, du software d'Uruguay, de l'expertise médicale cubaine, etc.

Ça peut paraître absurde d'écouter Chávez au congrès sur les changements climatiques à Copenhague en 2009, dénonçant le fait qu'un



"Pétrolière, vers le socialisme"

apport égal soit demandé des États-Unis et la Chine, celle-ci ayant cinq fois plus de population et consommant quatre fois moins de pétrole que les États-Unis et son « capitalisme qui détruit tout », quand on sait que les impérialistes yankees, comme Chávez aime les appeler, sont de très loin les meilleurs clients du pétrole brut vénézuelien et financent donc une partie importante des politiques bolivariennes. C'est un peu comme un vendeur de dope qui traite son meilleur client de sale drogué. La Chine, elle, arrive deuxième devant l'Inde, le Vénézuela lui rembourse ses dettes avec du pétrole. Ce qu'il faut comprendre c'est que l'État bolivarien mise sur le développement industriel des « pays émergents » et leurs demandes d'énergie grandissante pour mieux prendre ses distances avec Washington et contrecarrer son influence en Amérique latine tout en continuant de maximiser la sienne.

Chávez a souvent affirmé que l'exploitation du pétrole au Vénézuela devait servir à mettre fin à l'histoire de dépendance économique du pays envers celle-ci en redistribuant ses profits vers le développement et la diversification économique. Pourtant, après 15 ans au pouvoir, le régime chaviste n'a rien changé à cette dynamique, l'exploration et l'exploitation du pétrole n'a fait qu'augmenter et, selon leur volonté, continuera ainsi pour des années à venir. En 2005, le gouvernement bolivarien lançait un programme central à sa stratégie économique, le Plan Siembra Petrolera [Semence pétrolière] dont Chávez disait dans une entrevue parue dans *The Progressive* en 2006 :

« nous mettons en œuvre un programme stratégique […] utilisant la richesse pétrolière afin que le Venezuela puisse devenir un pays agricole, une destination touristique, un pays industrialisé avec une économie diversifiée. Nous investissons des milliards de dollars dans les infrastructures: la production



L'agriculture sédentaire apporte avec elle les droits de propriété, l'entreprise patriarcale de la famille et elle encourage les grosses familles. La culture de grains est expansionniste en soi et génère un surplus de population et une colonisation des terres voisines, quoique assujettie à la famine et aux épidémies. Cependant, vu le besoin constant de concentrer une population pour les travaux et la guerre, les États ont dû pratiquer l'esclavage généralisé pour survivre comme entité idéologique.

Les non-civilisés ont choisi leur lieu, leurs pratiques de subsistance et leur structure sociale afin de maintenir leur autonomie. Ils n'ont pas été « laissés » de côté par la civilisation, ils devraient plutôt être vus comme des adaptations désignées à s'échapper tant à la capture par l'État qu'à la formation d'un État. En d'autres mots, ce sont des adaptations politiques de peuples sans État à un monde constitué de plusieurs États.

L'histoire des civilisés est l'histoire de l'État et de l'agriculture sédentaire. L'agriculture de grains sur des champs fixes compose la fondation de son pouvoir. L'agriculture itinérante, le slash-and-burn, était beaucoup plus fréquente dans les collines et favorisait une diversité de plantes cultivées et la mobilité physique.

En règle générale, la structure sociale dans les collines était bien plus flexible et égalitaire que dans les sociétés hiérarchiques et codifiées des vallées. Plus tu montes en altitude, moins la structure est hiérarchique, plus elle est égalitaire. Les habitants des collines ne payaient ni de taxes, ni de dîmes. Ce n'est pas surprenant qu'on y retrouve encore des mouvements sécessionnistes, des luttes pour les droits des autochtones, des rebellions millénaristes et une opposition armée aux États. C'est une résistance qui peut être vue comme un refus culturel des patterns des habitants des plaines et comme zone de refuge. Plusieurs habitants se sont enfuis

sociale formée de petits groupes autonomes et les patterns de mobilité physique ont été des choix politiques.

Mais depuis 1945, le pouvoir de l'État à déployer des technologies destructrices de distance – chemin de fer, routes toute saison, téléphone, télégraphe, avions et technologies de l'information – a complètement renversé la balance stratégique du pouvoir entre les peuples autonomes et les États-nations. Partout, les États ont envahi les « zones tribales » pour extirper les ressources naturelles et assurer la sécurité et la productivité de leur périphérie. Partout, ils ont fini par coloniser les montagnes et à y transplanter le modèle esclaves-sujets-citoyens.

Collines, vallées et États

Zomia démontre le clivage extrême entre les habitants des vallées et ceux des montagnes, entre les habitants en aval et ceux en amont des rivières. Le peuplement des collines va de pair avec le processus de formation d'État dans les vallées, de la colonisation des terres, de la création de frontières et de l'accaparation des ressources (esclaves et matériaux). Vivre en l'absence de structure étatique a été la norme de l'histoire des humains. Lorsque l'État apparaît, les conditions de vie des horticulteurs semi-sédentaires changent, propulsant plusieurs à vouloir fuir les impôts et les guerres. L'avènement de l'agriculture comme moyen de subsistance principale et de la société étatisée apporta de nouvelles stratégies pour « collecter la population », tel l'établissement de villages permanents, remplaçant ainsi la propriété commune ouverte par de la propriété privée fermée. À travers le monde, le phénomène d'enclosure visait à rendre la paysannerie et la périphérie rentable, forçant les petits paysans à contribuer à la richesse de l'empire et aux échanges commerciaux, au nom du « développement » et du « progrès économique ». En pratique, cela veut plutôt dire rendre leur activité imposable, taxable, confiscable.

Cette énorme périphérie ingouvernée (Zomia) a longtemps constitué une menace pour tous les États installés dans les différentes vallées. Elle abritait des populations fugitives et mobiles fondées sur des modes de subsistance – cueillette, chasse, culture itinérante, pêche, petit élevage – qui étaient fondamentalement intraitables à l'appropriation de l'État. Par contre, la menace principale pour les États était la tentation constante et l'alternative qu'elle représentait pour sa propre population d'esclaves; celle d'une vie hors de la portée de l'État.

La très grande majorité de la population des premiers États n'était pas libre. Plusieurs rêvaient de s'évader des taxes, des corvées et de leur condition de servitude. Sous des conditions pré-modernes, la concentration de la population, la présence d'animaux domestiques et la forte dépendance alimentaire sur un seul type de grain apportent des conséquences néfastes tant sur la santé des humains que celle des récoltes, rendant par exemple les famines et les épidémies très fréquentes. Les populations fuyaient aussi les circonscriptions, les invasions et les pillages, très fréquents dans les espaces étatiques.

d'électricité utilisant l'énergie thermique, un grand chemin de fer, des routes, des autoroutes, des villes nouvelles, de nouvelles universités, de nouvelles écoles, récupérant des terres, construisant des tracteurs, et facilitant aux agriculteurs des prêts. Un jour, nous n'aurons pas de pétrole, mais ce sera au vingt-deuxième siècle. Venezuela a du pétrole pour encore 200 ans. »

La première phase du Plan Siembra Petrolera est justement le développement d'infrastructures et l'augmentation de la production pétrolière. Sur son site internet, PDVSA annonce les couleurs du Plan :

-Être un levier pour le développement socio-économique national dans le but de construire un nouveau modèle de développement économique équitable, équilibré et durable pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
-Pour améliorer l'intégration énergétique de l'Amérique latine et des Caraïbes.
-Servir comme instrument géopolitique pour promouvoir la création d'un système multipolaire qui profite aux pays en développement, et en même temps, constituant un contrepoids au système unipolaire actuel.
-Défendre la cohésion et l'articulation de la politique pétrolière de l'OPEP.

Et pour ce faire, ils donnent une liste d'une vingtaine de projets d'exploitation et d'infrastructures pétrolières.

Sur la chaîne nationale VTV le 21 août 2012, Chávez félicitait sa « révolution » d'avoir sauvé les plus grandes réserves mondiales de pétrole des mains des compagnies privées. Il faisait référence à la zone pétrolifère Orinico qui serait en fait la deuxième plus grande réserve de pétrole après celles d'Athabasca (les sables bitumineux) en Alberta. Ce pétrole, qui est lui aussi du sable bitumineux, est au centre des projets de l'État bolivarien. Dans la même intervention sur VTV, Chávez affirmait: « En seulement cinq ans, la production de pétrole a augmenté de 900 000 à 1 200 000 barils par jour et cette année, nous arriverons à 1 350 000 barils par jour avant décembre [...] nous allons augmenter de 150 mille barils dans le cadre du projet de réserve Magna, le projet Orinoco.» Il annonça ensuite un objectif de six millions de barils par jour dès 2019. C'est grâce aux sables bitumineux de l'Orinico qu'on accomplira ces objectifs.

Les conséquences de cette exploitation sont évidentes, elles sont les mêmes depuis toujours. Contamination, destruction de l'environnement et du mode de vie des populations locales et leur déplacement vers les villes, etc. Les populations, dont plusieurs cultures autochtones basées sur la pêche, ont vu leurs milieux de vie et leurs cours d'eau contaminés par les déversements réguliers de pétrole et le processus chimique et l'infrastructure nécessaire à son exploitation. Depuis l'arrivée de l'industrie pétrolière au Vénézuela au début du siècle dernier, ils ont souffert des expropriations avec toujours les mêmes promesses de prospérité.

La réponse à ces promesses est assez claire quand, dans le documentaire Nuestro pétrolio y otros cuentos, une femme répond à un fonctionnaire qui tente de lui faire comprendre les bienfaits de l'exploitation pétrolière qui servira à apporter des écoles à sa région, que les écoles ne serviront à rien puisque depuis l'arrivée de cette industrie dans sa région il y a une augmentation exponentielle de fausses-couche et morts-né.

Un autre cas intéressant de mentionner est celui des Yukpas, un peuple qui a

généralement été sympathique envers le régime bolivarien, mais qui revendique la terre et l'autodétermination.

En juillet 2010, un groupe d'autochtones Yukpa manifestaient devant la Cour suprême, leurs exigences étaient l'application de la constitution bolivarienne de 1999 établissant leur droit à l'autodétermination sur leurs terres. Deux groupes de défense des droits, *Sociedad Homo* et *Natura* et *Provea*, qui accompagnèrent les Yukpas avec une campagne de sensibilisation sur le web et des tracts dans la rue ainsi qu'en annonçant la tenue de la manifestation et en rapportant son déroulement, font aujourd'hui face à un procès. Ils sont accusés d'avoir déplacé, utilisé et manipulé ce peuple autochtone à leurs fins.

C'est sur fond de ce procès que le chef yukpa Sabino Romero se fait assassiner, le 3 mars 2013. Il est le 6e Yukpa à avoir été assassiné sous le régime bolivarien. Son père s'était fait assassiné en 2009. Sabino s'est fait connaître du régime depuis qu'il s'opposa aux projets de développement sur les terres yukpas.

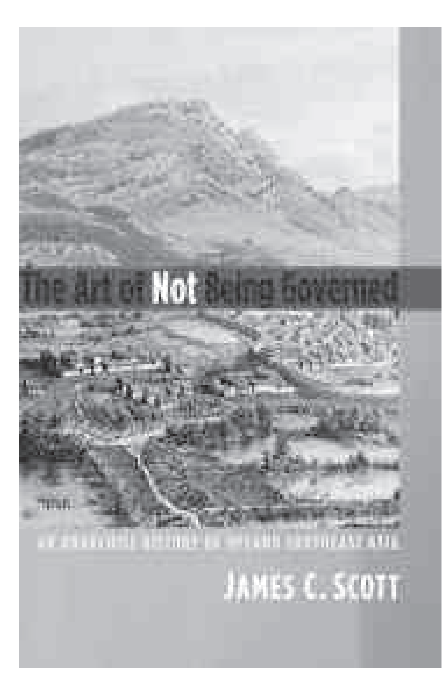
Le 13 novembre 2003, Chávez annonça une grande augmentation de l'exploitation du charbon jusqu'à 36 millions de tonnes annuelles dans les territoires habités par différents peuples autochtones, Sabino Romero est un de ceux qui ont mobilisé leurs communautés pour refuser l'expansion de la mégaminerie dans leur région. La lutte de Sabino avait pour objectif la démarcation et l'autonomie des territoires autochtones. Il se réalisa plusieurs mobilisations, tant dans l'État de Zulia comme à Caracas, utilisant différentes méthodes de lutte, comme l'action directe et l'occupation de terres autochtones aux mains des éleveurs de bétail.

Le niveau d'autonomie de Sabino Romero dans sa lutte motiva une stratégie partagée entre les pouvoirs régionaux et nationaux intéressés à continuer l'exploitation des terres autochtones. En 2009, deux communautés, l'une d'elles avec Sabino, occupèrent une ferme à Chaktapa, Zulia, pour dénoncer le blocage du processus de démarcation. L'exécutif national mis en place une stratégie



L'art de ne pas être gouverné

« L'histoire des peuples qui ont une histoire est, dit-on, l'histoire de la lutte des classes. L'histoire des peuples sans histoire, c'est, dira-t-on avec autant de vérité au moins, l'histoire de leur lutte contre l'État. » **Pierre Clastres, La société contre l'État, 1974.**



The Art of Not Being Governed
An Anarchist History of Upland Southeast Asia
James C. Scott
Yale University Press, 2009
- 442 pages -

Des sociétés entières sans État ont existé jusqu'à récemment en Zomia, vastes régions montagneuses du sud-est asiatique, situées loin des centres urbains et des principales activités économiques. C'est aussi une zone située entre huit États-nations, où cohabitent quelques cosmologies et traditions religieuses différentes, et où les habitants ont une identité amphibienne, c'est-à-dire de multiples identités. C'est une zone où les États n'ont réussi à s'y introduire qu'au milieu du XXe siècle, et seulement qu'avec l'aide de la technologie moderne. Ce type de zone a aussi existé ailleurs dans le monde; les Alpes, les Appalaches, l'Atlas, etc. D'autres zones géographiques ont facilité elles-aussi d'être hors de la portée des États: les mers, les archipels d'îles, les marécages, les côtes de palétuvier, les forêts, les steppes arides, les déserts, etc.

Dans ce livre, l'auteur argumente que les peuples des collines sont mieux compris comme des communautés d'évadé-e-s et de fugitif-ve-s qui, à travers un processus de 2000 ans, ont fuit les oppressions des projets étatiques des vallées – esclavage, taxes, travail forcé, épidémies et guerres. Une histoire de la fuite est imprégnée dans plusieurs légendes des collines. Leur dispersion physique sur un terrain rugueux, leur mobilité, leur pratique de subsistance, leur structure familiale, leur identité ethnique amphibienne et leur dévotion à des leaders millénaristes ont servi à éviter leur incorporation aux États et à prévenir l'apparition de l'État parmi eux. Il argumente aussi que la culture de certains aliments, la structure

Racisme et culture

Sur mon île des caraïbes, je ne m'habituerai jamais à ma couleur de peau qui ressort si vivement de la masse. Sans aucune hésitation, je suis un fruit étranger. Un aliment à l'aspect du tout inclus, aux couleurs de l'argent, à saveur capitalisme, d'un pouvoir attribué.

Autour de moi, toutes les teintes s'entremêlent pour malheureusement, arriver aux faits que partout où je mets les pieds, une parole, un geste raciste se manifestent, souvent par n'importe quelle excuse ou blague…Par exemple, j'ai entendu récemment : « Je ne suis pas raciste, car dans ma famille, il y a des noirs, mais moi, personnellement, je ne pourrais jamais être avec (dans le sens de relation intime) un noir ». Des phrases qui me font rendre compte que la conscience de l'être humain fait parfois tant de ravages, comme les guerres, comme toutes les nombreuses injustices de cette planète.

Ici, sur l'île, plus de la majorité des femmes qui ont les cheveux frisés de naissance se les étirent pour qu'ils restent bien plats et lissent. Lorsque je vois une femme avec ses cheveux frisés en toute liberté, je dis merci. Merci de ne pas entrer dans le scaphandre de la beauté, dans la mode détaillée, inventée, jugée. Par contre, dans les peintures en vente pour les touristes, ce sont les femmes aux cheveux frisés qui sont représentés et « exotiquement proposées ». Les locaux n'aimeront pas particulièrement et le touriste adorera généralement.

Bien des fois, ce que « l'étranger » aime, les gens de l'île n'aimeront pas ou peu…

Les téléromans avec les têtes d'affichent les plus connues, des personnalités populaires et la majorité des gens qui composent le gouvernement sont représentées en très très grande majorité par des « peaux blanches ». Zéro tolérance, je demande le changement immédiat, sans patience. Le temps est déjà écoulé…

Si tu vois ma couleur, tu ne regardes pas qui je suis.
Si tu vois ma couleur, je suis déjà classifié et souvent, éliminé.
Si tu vois ma couleur, mon pouvoir est entre les mains d'une folie humaine complètement irréelle.
Si tu vois ma couleur, je suis la même direction que notre passé esclavagiste et fasciste.
Si tu vois ma couleur, je reconnais les peurs et les luttes sans merci.
Si tu vois ma couleur, oublie moi tout de suite, je serai absent.
Si tu me vois sans couleur, nous serons le seul et unique sang qui existe, toutes et tous le même, sans exception et invention.

pour diviser les occupants, et suite à des événements obscurs, trois indigènes furent assassinés. Cela fut l'excuse pour reprendre militairement la ferme et criminaliser Sabino Romero, qui passa 18 mois en prison accusé d'homicide... Pendant ce temps, les éleveurs de bétail l'accusaient d'être un voleur et les médias de la région intensifiaient leur guerre sale contre la lutte autochtone, avec l'appui de l'État. Et pendant que les bolivariens faisait distraction sur la lutte autochtone avec délations, excuses et spectacles médiatiques, d'autres secteurs chavistes isolaient Sabino Romero et les Yukpas de la solidarité d'autres mouvements sociaux et révolutionnaires indépendants du contrôle de l'État. La stratégie, depuis tous ces fronts, était réalisée par tous et pour chacun des bénéficiaires de l'économie primaire exportatrice de minéraux et d'énergie dans le pays.

On voit bien que toutes les postures prises par l'État bolivarien sur les tribunes internationales, comme l'anticapitalisme, l'écologisme, l'indigénisme, ne vont pas plus loin que la rhétorique. Après que les bolivariens auront défait « les capitalistes qui détruisent la planète » on aura à se débarrasser de ses éco-socialistes bolivariens qui vont l'achever pour de bon en chantant l'Internationale.

Je pourrais parler aussi de la criminalisation des syndicalistes qui s'affrontent à l'État, comme le syndicaliste Ruben Gonzales en procès depuis 2009, accusé de rassemblement illégal, incitation publique à commettre des crimes, violation de la liberté de travailler et violation d'une zone de sécurité, pour une grève de deux semaines de travailleurs de l'industrie métallurgique en 2009 à cause du non-respect de la convention collective. Je pourrais parler du grand complexe pénitentiaire vénézuelien, et ses vagues régulières d'émeutes étouffées dans le sang, du fait que, selon *Observatorio Venezolano de las Prisiones* (l'Observatoire vénézuelien des prisons), 70% des décès au Vénézuela en 2009 ont eu lieu dans les prisons. Mais de toute façon j'me dis que c'est le genre de choses auxquelles on s'attend, déjà inscrites comme partie intégrale de la tradition des États marxistes.

Équateur
la révolution citoyenne dévore la forêt amazonienne

En 2006, suite à des années de crises sociales en Équateur, une large coalition de gauche gagnait les élections, portant le candidat bolivarien Rafael Correa au pouvoir sur une plateforme de réformes sociales nommée « la Revolución Ciudadana » [la Révolution Citoyenne] sous la bannière du socialisme du 21e siècle. Très vite, ils ont fait adopter une nouvelle constitution, où des mesures sociales, écologiques et culturelles étaient mises de l'avant, comme des régimes de redevance pour financer des programmes sociaux, des droits pour la nature, la consultation des peuples autochtones pour les projets touchant leurs communautés... bref, une constitution enlignée sur les politiques vénézuéliennes et boliviennes.

La réalité d'un modèle où les mesures sociales sont financées par des politiques d'industrialisation extractivistes rattrapa assez rapidement la lune de miel entre le nouveau gouvernement « Citoyen » et plusieurs des mêmes bases ayant permis le contexte qui le porta au pouvoir, notamment les peuples autochtones.

En 2009, une loi était adoptée permettant

l'octroi de concessions minières de cuivre, d'or et d'argent dans le plateau amazonien tout en limitant le pouvoir de décision des communautés touchées par les projets. Des mobilisations appelées par des groupes écologistes et par la CONFENAIE, section amazonienne de la CONAIE (la Confédération des nations autochtones d'Équateur), ont mené à des manifestations, des blocages et de dures confrontations avec les forces de l'ordre, résultant en un mort et plusieurs blessés chez les manifestants.

Pendant que le gouvernement tentait de négocier avec la CONAIE, le président Correa déclara devant les médias que sa politique d'exploitation minière responsable, en générant des redevances qui seraient réinvesties dans les programmes sociaux, mettrait fin à la dépendance minière... Il traita ensuite les opposants à l'expansion minière d'« infantiles » et de « menteurs » « se faisant manipuler par la droite pour déstabiliser le pays ». La criminalisation de ce mouvement de protestation par des accusations de sabotage et de terrorisme s'ensuivi. Les mêmes dynamiques présentes avant la « Révolution Citoyenne » se répétaient et allaient être la norme pour les années à venir.

En mars 2012, une autre vague de mobilisations est survenue, protagonisée par la CONAIE et d'autres groupes, dont des groupes d'étudiants et de professeurs. La CONAIE dénonçait plusieurs politiques du gouvernement comme une série de concessions minières, octroyées entre autres à des filières canadiennes et chinoises. Les étudiants et professeurs se mobilisaient contre une série de mesures gouvernementales dont la Loi sur l'Éducation Supérieure, imposée par l'assemblée nationale en 2010, dénonçant son caractère professionnaliste et élitiste basé sur la compétitivité au lieu du développement de la pensée critique, ainsi que la perte d'autonomie des universités publiques que cette loi engendrait. La réaction de Correa devant cette crise sociale, à part la répression policière habituelle, fut d'appeler à des contre-manifestations pour « résister pacifiquement et remplir la place de l'indépendance [où les manifestations contre les politiques du gouvernement étaient appelées à se rendre] pour leur dire que nous sommes ici et que rien ni personne n'arrêtera notre révolution! ».

Quelques mois plus tard, en novembre, la politique extractiviste du gouvernement de Correa mît encore de l'avant les tensions existantes alors qu'ouvrait ce qui s'appelle la « XI Ronda Petrolera », une période d'appels d'offre pour l'exploitation de gisements pétroliers dans la zone amazonienne de l'Équateur, divisée en 13 « bloques » faisant plus de 30 000 km². À Quito, des manifestations ont eu lieu et des affrontements sont survenus avec la police et des gardes privés lors d'une rencontre entre le gouvernement et des entrepreneurs de grandes



High life, Low-tech

C'est pas pour vous rendre paranos, juste que vous compreniez qu'il y a aucune technologie d'information qui soit 100% sûre, même pour les experts-es en sécurité militante. La technologie n'est pas neutre, même si on voudrait se la rapproprier, elle est, par définition, une forme de médiation sociale et une négation de la nature. Le temps fou que vous mettrez pour vous construire une expertise, toutes ces heures à vous griller les rétines, c'est du temps que vous pourriez mettre ailleurs.

C'est légitime de ne pas vouloir s'isoler, se fragiliser - c'est la peur de ce qui pourrait arriver si on se « débranche ». Mais si on considère les risques, ça vaut la peine de penser à des alternatives réelles, effectives et low-tech. Par exemple, s'échanger des bouts de papier, se parler au bouche à oreille, développer des réseaux sociaux immédiats, face à face, au-delà du spectacle, trouver des façons de se valoriser qui ne passent pas par les médias.

D'accord, y'a rien qui ne soit pas risqué. En bout de ligne, à vous de choisir – tant qu'on a pas renversé ce monde de merde, la question stratégique reste sur la table.



technologie avance, et d'ici quelques années vos disques durs, sous clef dans les archives des flics, pourraient y passer. D'autant plus que vous ne pouvez difficilement (1) cacher que vos disques durs sont encryptés, et les autorités peuvent vous accuser de ne pas coopérer si vous ne donnez pas les mots de passe. En Angleterre, par exemple, c'est deux ans de prison pour ne pas avoir donné son mot de passe. Vous pourriez essayer de prétendre que vous ne vous en souvenez plus, mais c'est pas gagné.

Autre bidules

Cellulaires



Votre téléphone cellulaire est un émetteur GPS disponible en tout temps, sans mandat, pour les autorités. Sur le téléphone vous avez une option de désactiver la fonction GPS... mais c'est de la foutaise. Faut enlever la batterie, puis laisser tout ça chez vous.

Biométrie

Si ce n'est pas déjà le cas, toutes les photos où on voit votre visage, à la grandeur du Web, pourront bientôt être recherchées par des moteurs biométriques, en trois secondes, identifiant du coup vos amis-es, vos lieux, etc. Si vous ne voulez pas que ça arrive, ne laissez pas des photos de votre visage arriver sur le Web.

VPN

Virtual private network : une alternative issue du domaine privé pour surfer sur internet. Pour 100$ par année, vous pouvez acheter un compte VPN et visiter le web sous le couvert d'une adresse IP masquée quelque part ailleurs dans le monde. Il y en a des plus sûrs (BTGuard) et des moins sûrs (Hide my ass). Vous pouvez télécharger, vous servir de BitTorrent, etc. Pour l'instant, les meilleurs VPN ne gardent pas vos données dans leurs archives, mais on présume que dans quelques années les lois vont changer. Les zélés-es vont employer deux ou trois VPN l'un par-dessus l'autre.

(1) Y'a moyen de cacher qu'il y a encryption, mais les analystes ferrés vont s'en rendre compte

pétrolières dans un hôtel de luxe le 28 novembre 2012. L'Équateur, et surtout la zone amazonienne, a connu l'horreur de l'exploitation du pétrole par le passé, par la longue présence notamment de Chervon (anciennement Texaco), causant des désastres écologiques, la déforestation et la contamination de plusieurs cours d'eau, amenant la pauvreté et la destruction des modes de vie, de nombreuses maladies et cancers et la mort aux communautés humaines et non-humaines qui y vivent.

Ce n'est pas surprenant si des peuples tels que les Shuar, Achuar, Andoa, Waorani, Shiwiar, Sáparas et Kichwas s'opposent catégoriquement à ce projet et demandent l'annulation immédiate des appels d'offre, puisqu'ils souffrent encore aujourd'hui de l'exploitation du passé. Ils ont aussi dénoncé les irrégularités dans le processus de consultation prévu par la nouvelle constitution. À travers la CONFENAIE, ils dénoncent qu'en octobre, le sous-secrétaire aux hydrocarbures est entré sans permission dans certaines communautés pour négocier avec des groupes restreints de personnes, sans que cela se fasse dans leurs langues et passant outre leurs structures décisionnelles.

C'est ce qui est arrivé chez les Kichwas, qui vivent à un endroit où l'on retrouve l'une des biodiversités les plus riches du monde. Le chef de la petite communauté fut soudoyé sans consulter son peuple comme prévu, ce qui causa des disputes internes. Des Kichwas affirment qu'ils ont réussi à surmonter cette épreuve, parlant maintenant d'une seule voix, et qu'ils ne se font pas d'illusion avec les mesures légales qu'ils entreprennent déjà, qu'ils se préparent à s'affronter à l'exploitation du pétrole dans leur territoire « jusqu'à la mort s'il le faut. »

La réaction de Correa face à la situation fut encore égale à elle-même. « Assez de cet infantilisme du "non au pétrole", du "non aux mines"! » déclara-t-il aux médias après les manifestations du 28 novembre, se faisant l'avocat de « l'exploitation responsable » qui, selon son gouvernement, bénéficierait aux communautés amazoniennes. Pour ce qui en est du processus de consultation, il réitéra que la consultation prévue ne signifiait pas qu'un consentement était nécessaire, ajoutant; « Eux, ils prétendent que la consultation veut dire qu'ils doivent nous donner la permission. Gagnez donc les élections si vous voulez donner des permissions ». Voilà ce qui en est de sa fameuse « révolution citoyenne ». Récemment, des dignitaires équatoriens se trouvaient en Chine au Hilton Beijing Wangfujing où ils rencontraient une douzaine d'entrepreneurs et investisseurs chinois du secteur pétrolier.

Tout ça se passe pendant que le gouvernement équatorien se louange lui-même pour son « programme innovateur » de non-exploitation du pétrole qui se trouve dans le sous-sol de la zone Ishpingo-Tambococha-Tiputini (ITT) du Parc national Yasuní. En gros, en échange de ne pas exploiter ce pétrole, l'État a créé un fond auquel il exige des contributions internationales pour 50% de la valeur des réserves, soit 3,6 milliards de dollars sur 13 ans et qui, selon son dire, servira à la lutte contre les changements climatiques. La chef du comité négociateur du projet, Ivonee Baki, déclarait même :

« L'Équateur ne veut pas être dépendant du pétrole, et ceci est la manière de réduire cette dépendance. Les pays pétrolifères sont maudits. Les pays développés dépendent tant du pétrole qu'ils ne développent rien d'autre. Cela incite la corruption et ce sont les pauvres



qui en payent le prix. Traditionnellement l'unique bénéfice tombe entre les mains des élites. »

Je me demande ce que le grand frère vénézuelien penserait de ça?

Rafael Correa a déclaré après sa récente réélection : « Pourquoi un pays riche se priverait-il des ressources qui vont lui permettre rapidement de sortir de la pauvreté ? » Rien de surprenant venant d'un économiste comme Correa.

Au-delà de la contradiction, la belle rhétorique est vite rattrapée par la pratique et dévoile une hypocrisie manipulatrice crasse au service de l'industrie, du développement, du marché et de l'économie. Y'a pas grand'chose de « révolutionnaire » là.

Bolivie
La Pachamama reçoit des droits concédés par son éventreur

La Bolivie est un autre bon exemple de l'hypocrisie bolivarienne et de ceux qui s'en réclament, n'hésitant pas à vanter les progrès faits dans ce pays, un de leurs exemples de choix. Un pays qui a élu un gouvernement socialiste et son premier président autochtone.

Malgré la rhétorique du gouvernement bolivien et son supposé compromis envers la Pachamama (Mère-Terre) qu'il prétend vouloir protéger avec des lois au niveau national et par le droit international, dans les faits c'est plutôt une expansion de l'infrastructure et des activités minières et gazières – piliers de l'économie bolivienne – que nous percevons.

Le gouvernement socialiste de Morales n'a en rien diminué l'exploitation minière sur le territoire qu'il domine, la Bolivie étant un pays très minier depuis sa colonisation. Au contraire, il en fait la promotion. Par exemple, en invitant la Chine à participer à l'exploitation de ses grandes réserves de lithium, présentant le projet comme faisant partie de la lutte contre les changements climatiques, puisque ce métal conducteur hautement toxique – la voie de l'énergie du futur selon le gouvernement bolivien – se retrouve dans les piles de voitures électriques, etc. (j'imagine que les projets hydroélectriques

navigation, vos fichiers personnels sont soit carrément dans le domaine public, soit à deux doigts d'un mandat de juge.

Pas de problème?

Pas de problème, vous dites, on est des anarchistes high-techs du 21e siècle, on a l'armée de pirates Anonymous de notre bord, on réussi même à hacker le SPVM, et on a une floppée d'alternatives militantes. Erreur! Vos comptes e-mails sur des serveurs militants (ex. Riseup, Resist) sont peut-être plus difficiles pour les autorités à accéder que vos comptes commerciaux (ex. Gmail, Hotmail), mais ne sont pas à l'abri d'une cyberattaque subventionnée par l'État, ou d'une perquisition physique des serveurs. Surtout, chaque message envoyé peut être aisément intercepté en chemin, peu importe le point d'origine, la destination.



Pas de problème, vous dites, j'encrypte mes courriels avec une clef PGP! Ok, mais outre le fait d'être long et chiant, tout ça est décodable, si, par exemple, les flics viennent chez vous pour perquisitionner vos ordinateurs et trouvent la clef (et on ne sait quoi d'autre) sur votre disque dur.

Oui, les cochons peuvent facilement sonner chez vous et prendre vos ordinateurs, vos dvds, etc. C'est arrivé plusieurs fois déjà, notamment à nos camarades de SHAC. Et même s'ils ne trouvent pas de Manifeste du Unabomber, imaginez ce qui arrivera si les flics trouvent de la musique ou des logiciels piratés. C'est pire s'ils y trouvent de la porno (queer/féministe?) – vous pourriez recevoir des accusations de pornographie infantile, et bonne chance pour prouver juridiquement, en cour, que les personnes dans ces trucs ont plus de 18 ans.

Encore là, pas de problème, vous dites, j'encrypte tous mes disques durs, par exemple avec Truecrypt. D'accord, Truecrypt (gratuit d'ailleurs) offre une encryption de niveau militaire et personne n'a encore réussi à briser cette encryption. C'est bien. Mais la

High tech, low life :
Le mythe de la sécurité informatique

25 février 2013 - la Sûreté du Québec débarque chez Alex Nantel et procède à son arrestation. Son crime? Il a écrit un message sur Facebook à propos du Sommet sur l'éducation, en disant qu'il faudrait former un « contingent de bat de baseball ». On pourrait tout de suite blâmer Facebook. Mais en réalité, il n'y a pas de sécurité informatique.

Durant les événements de Occupy Montreal en 2011, la GRC scrutait intensément les réseaux sociaux des gens impliqués. Le gouvernement Harper mène une chasse aux sorcières contre les anticapitalistes et les écolos (qu'il dévoile noir sur blanc dans son document *Renforcer la résilience face au terrorisme*, 2012)

La semaine passée, le directeur du SCRS, Richard Fadden, affirmait que son agence « suit un nombre de cas où ils croient que des gens seraient inclinés à des actes de terrorisme ».

On est surveillés-es! Wow, c'est surprenant. Là, qu'est-ce qu'on fait?

Sur Nadir.org, le texte « Il faut parler de Facebook » circule récemment dans nos réseaux anars. Visant à dénoncer le réseau social comme un piège, ce texte, sur un ton d'élite éclairée techno-paternaliste, traite n'importe qui a un compte FB de collabo. Très drôle.



Mais la vraie blague, c'est que pendant qu'on s'acharne sur FB (critique légitime), on sous-entend que c'est possible d'être actif-ve sur Internet, de réseauter, de mobiliser, etc. de façon sécuritaire… ce qui est faux.

La vérité, c'est que tout usage des technologies d'information est potentiellement risqué. Vos courriels, textos, votre

en cours en partenariat avec le Brésil produiront leur « énergie verte »). La croissance des profits miniers a battu des records au cours des dernières années en Bolivie et le gouvernement est prêt à tuer pour les défendre. Je pense à la militarisation du conflit entre une filière de la minière canadienne South American Silver et la communauté de Mallku Khota qui escalada jusqu'en juillet 2012 quand le gouvernement ordonna l'envoi de 370 effectifs policiers pendant les négociations avec des paysans qui avaient pris en otage cinq travailleurs de la mine. L'affrontement laissa un paysan mort et plusieurs blessés.

Un autre secteur qui a battu des records d'expansion en Bolivie est celui des hydrocarbures. La Bolivie est devenue, au cours des dernières années, un des plus grands exportateurs de gaz en Amérique du Sud, suite à des investissements majeurs dans l'exploration, l'exploitation, la production et l'infrastructure gazière. Plusieurs pipelines vers les pays voisins ont déjà été inaugurés par le gouvernement de Morales et plusieurs autres sont en cours, comme par exemple ceux vers le Paraguay et l'Uruguay.

Depuis 2009, le gouvernement fait face à des mobilisations contre un projet de méga-autoroute qui traverserait le pays, dont une réserve naturelle, le TIPNIS (Territorio Indígena Parque Nacional Isiboro Sécure). La construction de l'autoroute, qui est déjà commencée, est financée à 80% par du capital brésilien, menée par une entreprise brésilienne et veut favoriser les importations brésiliennes, comme le soja, tout en ouvrant l'accès à la zone pour de futurs projets. Les autochtones qui y habitent, comme les peuples Chimane, Yurucaré et Moxos refusent que l'on détruise leur milieu de vie et se sont battus contre les colonisateurs espagnols, les dictatures militaires, les pantins néolibéraux et maintenant contre un socialiste autochtone. Ceux-ci sont en continuelle mobilisation contre le projet malgré la constante répression policière qui fut particulièrement intense en septembre et octobre 2011 avec des centaines d'arrestations et de blessés durant la 8e Marche autochtone en défense du TIPNIS qui dura 130 jours, couvrant 1200 km de Trinidad jusqu'à la Paz, en plus des tentatives du gouvernement de mobiliser ses propres bases pour affronter les manifestants. Morales déclara alors que ceux qui se mobilisaient contre l'autoroute conspiraient pour déstabiliser le pays, que les organisateurs de la marche étaient des agents au service d'intérêts impérialistes étatsuniens.

Le 29 mai 2012, des raids furent menés à plusieurs endroits. Treize personnes, liées surtout au milieu anarchiste, furent arrêtées. Ce fut présenté par la police comme une opération antiterroriste en relation à une vague d'actions directes survenues à la suite de la répression contre les mobilisations du TIPNIS, généralement contre des banques et institutions gouvernementales, certaines revendiquées en solidarité avec la lutte contre le TIPNIS, d'autres pour la libération animale, contre des projets d'infrastructure, contre le système pénitencier international et en solidarité avec les prisonniers anarchistes en Grèce et au Chili. Deux personnes demeurent toujours emprisonnées: Henry Zegarrundo et Krudo, ils sont accusés de terrorisme.

En cette année du quinoa, annoncée par Evo Morales dans son rôle de nouveau mandataire spécial à la FAO pour « honoré la sagesse des peuples originaux », il m'apparaît opportun de mentionner les problèmes causés par la nouvelle popularité de cette plante miracle,

que Morales n'a aucune honte à ignorer, lui qui en fait la promotion sur les tribunes internationales. La zone de culture se limitant en très grande partie à la zone andine de la Bolivie, du Pérou et de l'Équateur, c'est sur l'environnement et la population locale que tombe le poids de la demande internationale et ses bouleversements.

S'il est vrai que les entrepreneurs nationaux de cette plante nutritive ont pu rapidement s'enrichir au cours des dernières années dû à sa demande et sa valeur sur les marchés internationaux, les conséquences de cette même demande ont rendu cette nourriture, qui fait partie de l'alimentation de base des peuples Aymaras qui le cultive depuis des milliers d'années, de plus en plus inaccessible justement par la hausse des prix internes causée par son exportation massive (95% de la production de quinoa est destinée à l'exportation).

Ces gens qui le cultivent ont commencé à changer leurs habitudes alimentaires, délaissant le quinoa pour, entre autre, le riz (importé), qui vaut jusqu'à cinq fois moins cher. C'est aussi à cause de l'expansion des terres utilisées pour la monoculture de quinoa remplaçant de plus en plus les cultures de subsistance. Cette même dynamique cause aussi l'appauvrissement du sol. Les petits élevages, comme celui du lama, qui favorisent la fertilité des terres, étant de plus en plus délaissés.

Devant ces problèmes, l'État bolivien répond toujours de la même façon : industrialisation et valeur ajoutée sont la clé. On voit bien encore une fois que ses intentions écologiques n'ont aucune substance quand structurellement c'est un modèle d'importation/exportation qui est impulsé par les politiques de l'État bolivarien pour faire bénéficier le capital national.

Cette situation parle beaucoup des politiques agraires et de la fameuse réforme agraire dont les sympathisants de Morales aiment bien vanter les mérites. En favorisant la petite production tout en l'orientant fortement vers l'exportation, il s'agit en fait plutôt d'une continuation des grandes lignes des politiques néolibérales des précédents gouvernements, vers le renforcement de la grande industrie agroalimentaire du pays.

C'est au nom de la stabilité et la croissance économique, d'un financement de programmes sociaux – éducation, santé, travail, accessibilité au service de base, etc. – et de la souveraineté territoriale que l'État bolivien justifie une industrialisation intensive sur le dos d'une dégradation accélérée des milieux de vies humains et non-humains.

Au-delà de sa rhétorique indigéniste et son instrumentalisation de la pachamama pour ses campagnes d'images, il est clair que l'État bolivien et ses aspirations de développement sont en confrontation avec les populations et le territoire dont il se proclame le porte-étendard et défenseur.

La gauche et les bolivariens

Ce n'est pas si surprenant que la gauche au niveau international s'inspire et reprend le discours bolivarien. Ils s'y sentent chez eux, ces hordes de bien-pensants qui, durant les deux derniers siècles, se sont affairés à récupérer et émousser toutes les luttes sur leur passage pour s'en faire un t-shirt de Che Guevara.

Comme le Chili sous le régime de Pinochet fut le laboratoire du néolibéralisme, je dirais

situations, mais après le partage, quelque chose s'est passé : une délivrance certes, mais surtout une active prise de conscience. Nommer ce qui me dérangeait vraiment venait de faire éclater mon cycle de douleur! Par exemple, ce n'était pas que la non-exclusivité qui me faisait rusher, mais bien cette certitude constante de ne pas être à la hauteur, d'être une épave, que ces problèmes m'appartiennent et qu'il m'appartient donc de les solutionner.

Mes besoins, mes limites, mes contradictions exprimées dans un cadre relationnel m'appartiennent?! On veut nous le faire croire. Et j'ajoute: seulement si ceux-ci se situent dans une relation de pouvoir. En les nommant, j'ai fait éclater le cadre de référence.

J'ai retrouvé une partie de ma confiance, que j'avais laissée quelque part entre une chambre et une poignée de porte.

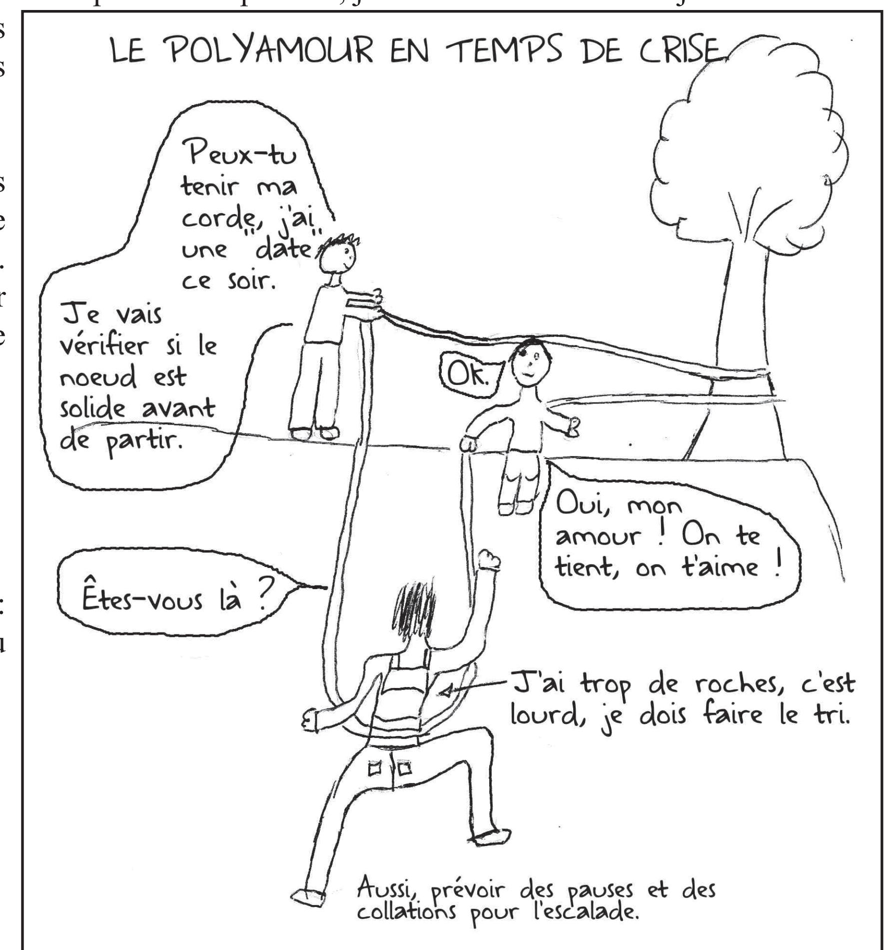
La honte est partie!? Je ne suis pas anarco-parfaite, j'ai des contradictions et je m'en câliss. Quand je m'en câliss pas, j'aimerais les travailler à mon rythme.

Je n'ai plus honte! Vous devriez me voir! Sourire et gambader à nouveau. Avoir envie de partager la vie, avoir envie de vous parler.

Vous devriez me voir.

Je suis là.

Vous devriez nous voir: comme on est beau quand on fait l'amour.



entre le tout-se-passe-comme-on-veut et le rien-ne-fonctionne-ma-détresse-prend-ses-aises, il y a beaucoup de solutions. Souvent, il suffit d'y travailler ensemble.

Mes amoureux aussi expriment leurs besoins et leurs limites, ce qui est très bien, car dans un contexte de soutien à une survivante, il est important de savoir où on peut/doit s'arrêter avant de sombrer et de ne plus pouvoir aimer et soutenir. **Mais pourquoi est-ce à la personne qui nomme quelque chose qui la dérange de trouver des ententes sur d'autres façons de faire?**

Et cette question qui me reste en tête : si les rôles auraient été inversés, si un homme aura été séquestré et violé, et moi la femme amoureuse, aurai-je été inflexible, aurai-je été comme ce qu'on attend de moi comme femme : aimante, bienveillante, compréhensive. Au-delà des compromis. Si j'aurais dit non, débrouille-toi, ces états d'âme t'appartiennent, me serai-je faite traiter de bitch et d'insensible?



Voilà. C'est dit. Un 1/56e de mon cheminement.

Ce partage n'est-il qu'une catharsis?

Ce texte n'est qu'un exemple. Mais un coup les émotions nommées, les craintes partagées, que reste-t-il? Y ai-je laissé toutes mes émotions négatives et au-delà de la délivrance de ce geste, mon pattern est-il resté le même? Je pensais ça en prenant conscience de certaines

que les États bolivariens sont le laboratoire des aspirations gauchistes actuelles, l'entonnoir de ses délires citoyenistes aliénants, de consultation et de redistribution, comme si on leur devait leur juste part du butin des siècles de terres défigurées et de vies volées. S'enveloppant de beau discours... récupérés, de livres bien écrits... récupérés... et des personnalités; un ex-militaire qui se prend pour Castro, un autochtone un peu marxiste, un jeune économiste moderne et fringuant... qui montreront la voie vers... l'Alternative?! Cette chose prête-à-porter pour tous, reproduite par les mêmes vieilles structures et qui sert à les maintenir, qui s'inscrit dans la pathologie du moins pire et du nivellement, trahissant une obsession de contrôle et de domination.

Ça reste quand même étourdissant de voir à quelle vitesse la gauche est capable de dénoncer l'industrie pétrolière et ses conséquences pour ensuite être en admiration devant un État qui utilise la même industrie et redistribue une partie de ses profits vers des programmes sociaux. Suivant la ligne de pensée de ces acrobates intellectuels, l'exploitation des sables bitumineux en Alberta serait tellement mieux si seulement elle aidait à financer des programmes sociaux, si l'État apportait de bonnes écoles et cliniques aux communautés qui ont vu leur milieu de vie détruit et contaminé, leurs méthodes liées au territoire devenues impraticables, leurs identités nivelées par un statut juridique.

Ces mêmes se réclament de la solidarité avec les autochtones quand l'opportunité se présente. On les voit dans des manifs Idle No More, ils parlent de colonialisme et du respect des Premières Nations dans leurs articles et leurs déclarations, mais ces mêmes Premières Nations se retrouvent vite relayées au second plan quand celles-ci ont le visage sous la botte de leurs bienfaiteurs progressistes préférés. Demandez aux autochtones du Vénézuela, ceux entourés de puits de pétrole, si le socialisme du 21e siècle a rendu leur vie meilleure. Demandez aux autochtones du Vénézuela, de l'Équateur et de la Bolivie si c'est mieux maintenant que leurs terres sont détruites par des oligarques miniers chinois au lieu d'intérêts impérialistes yankees.

Maintenant que l'État canadien en est à vendre des terres qu'il a usurpées à des intérêts miniers chinois, nous n'avons qu'à élire une véritable alternative socialiste qui amassera des redevances en faveur des programmes sociaux ! Les redevances du Plan Nord pourront alors être utilisées pour financer une éducation gratuite, tel que proposé par un porte-parole de la CLASSE au printemps dernier pendant la grève étudiante. D'ailleurs nous pouvons voir comment l'éducation gratuite a bénéficié à ceux qui y ont déjà accès au sein du territoire dominé par l'État canadien, les déracinant, colonisant leurs esprits et détruisant leurs cultures et leurs identités.

Nous seront des Citoyens, éduqués et consultés et nous saccagerons de manière responsable les montagnes et les rivières que nous avons volées...

J'entends déjà leur « sinon quoi alors? »...

Je sais pas, mais notre imagination étouffe et s'atrophie, manque d'air et d'espace et ce n'est sûrement pas le développement qui nous l'apportera, mais plutôt le démantèlement...

And I'm going back to a place where folks like me are from

```
vroummmm...
            un load de bois
                              deux load de bois
combien de roues? 16, 20, 24? 28.
vroummmm...
            et un autre
                              et ça continue.
```

La vie sauvage.
N'existe pas.
Un leurre qu'on ne connaîtra jamais.
Ce qu'on connaît c'est la vie civilisée.

La vie sauvage fait peur. Elle nous renvoie l'image de notre impuissance construite, de notre trouille blanche, de notre incapacité de culture :

« tu n'y survivrais pas »

La civilisation m'écoeure, elle me dégoute, me révolte au plus profond de moi-même.
Un haut-le-coeur viscéral à chaque jour.
Alors j'ai décidé de me barricader dans la forêt, aux limites de ce que mon être peut supporter. Parce que ce n'est pas la vie sauvage, c'est encore la vie civilisée. C'est même elle qui se rit de ma dépendance :

« ah! ce qu'elle est ridicule cette petite anarchiste à s'échiner sur sa génératrice »

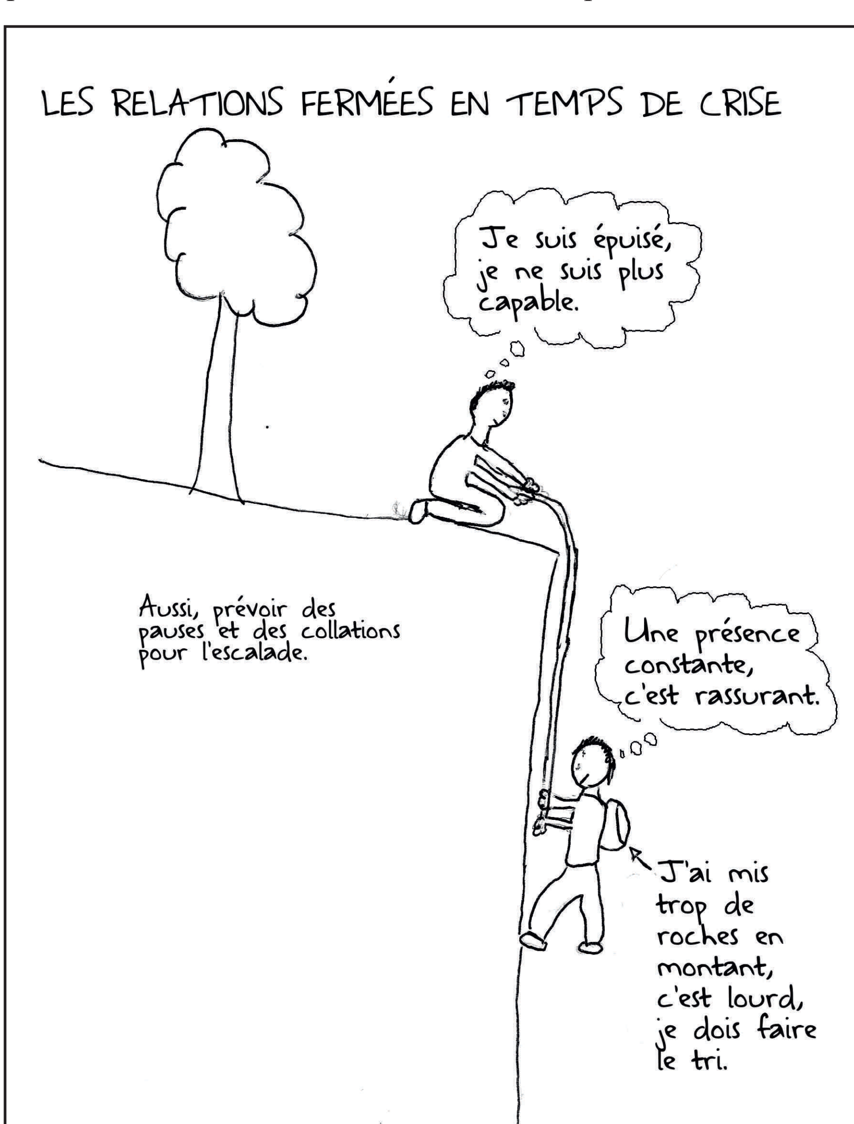
la chienne au ventre, l'angoisse totale que ÇA ne marche pas, la peur atroce que ces morceaux de machine la laisse tomber et qu'elle se retrouve seule dans la forêt...

L'hiver c'est le pire.
Le froid, la neige qui couvre tout, qui ISOLE tout, qui recouvre mon regard.
Ma fille me dit que l'hiver est sa saison préférée. Je partage son enthousiasme un instant : l'ivresse de la glissade, la fraîcheur de l'air, les joues rouges, PAS de mouches noires !

cette honte, ces hontes que je traînais avec moi, par acquis de conscience, pour que les gens voient bien ce que j'étais : une personne qui n'en valait pas la peine.

Heu...

J'exprime des besoins. Un bon exemple est la non-exclusivité relationnelle. Comment explique-t-on à ses amoureux (notez le pluriel) qu'on veut une relation exclusive? On n'explique pas, car on le sait pas trop nous-mêmes, à part qu'on rush chaque fois qu'ils passent des moments intimes avec une autre personne. On mentionne son inconfort et on le prend dans notre petit baluchon. Je suis une personne contradictoire et ces contradictions m'appartiennent.



Mais pourquoi les besoins que j'exprime, même s'ils représentent une contradiction, doivent-ils être dealer par moi ou entre moi et une thérapeute? Et pourquoi – et ceci est vrai dans plein de contextes – **est-ce à la personne qui exprime ses inconforts de trouver des solutions?**

Car pourtant, quand on creuse plus profond, on réussit à trouver les causes réelles des inconforts ou contradictions (ça va souvent de pairs). Et je vous partage une trouvaille récente :

Troisième honte. J’ai fourni le système carcéral.

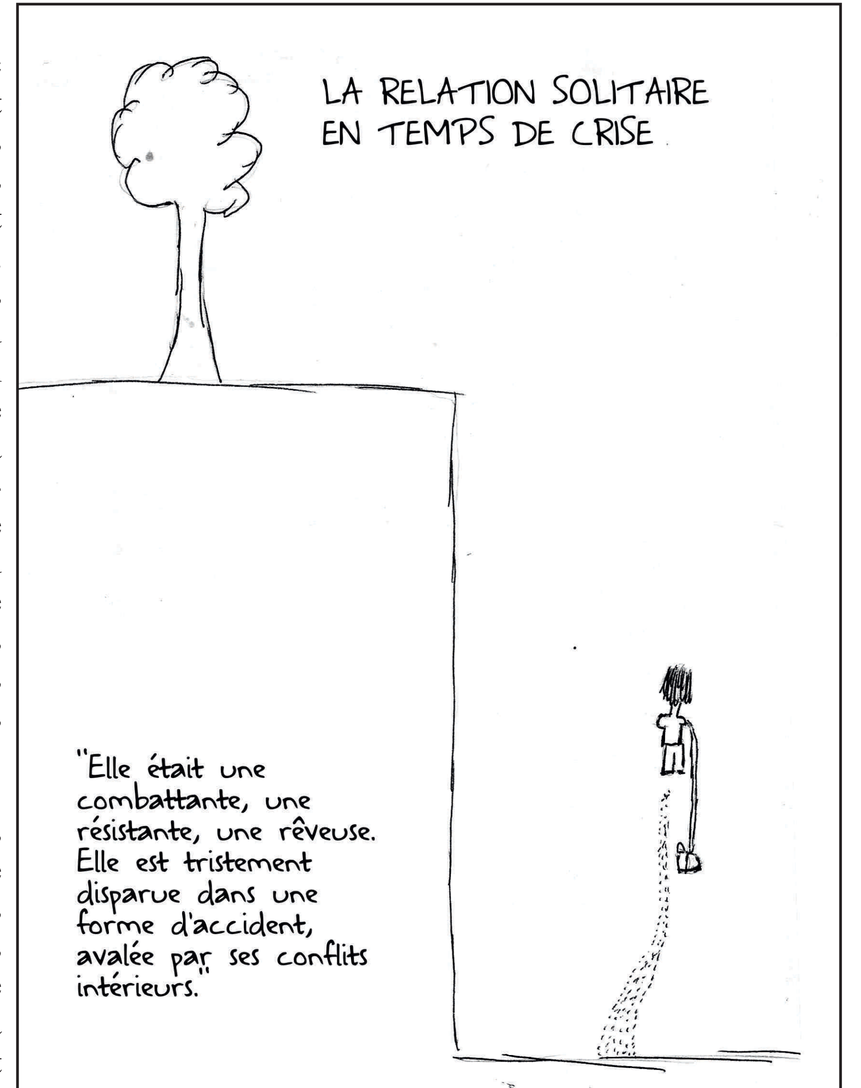
Quatrième honte. Je brime la liberté de personnes que j’aime en leur demandant d’être différent, en leur demandant de s’adapter à de nouveaux besoins.

Heureusement, j’ai aussi des ami-e-s et voisin-e-s qui sont venues nombreuses à mon cri d’aide, sans rien me demander en retour, même pas de savoir. Je vous aime.

Eh oui, j’aime encore!

J’aime beaucoup même. J’ai deux personnes avec qui je partage affection et intimité, appelons-les des amoureux. Mes amoureux m’ont beaucoup soutenus, étrangement, le plus difficile n’était pas au niveau sexuel, mais bien au niveau de mon estime personnel et de ma confiance envers moi-même et les autres. À ce niveau, j’ai encore du chemin à faire, mais je tiens à partager des minis réflexions relationnelles sur lesquelles on a tous du chemin à faire…

J’ai passé mes derniers mois relationnels entre des moments complices de tendres amitiés puis d’états d’angoisse et de douleur loin de la rationalité. Et surtout





Mais l'hiver pour moi c'est la survie.
Je ne crains pas pour notre survie physique, mais psychologique.
Car la vie sauvage elle est en moi. Une zone que je n'arrive pas à contrôler, où se dispute mes peurs et mes joies. Où mon cœur de bûcheronne se languit, où ma tête n'est pas capable de faire régner l'ordre.
Ça se pitche dans tous les sens et ça se rebelle à l'intérieur, ça réplique et ça se bat. La loi de la jungle, certains diraient. Avec un déluge à tous les jours, comme si l'inondation me permettrait de recommencer à neuf.

Y'a l'appel de la louve tout au fond. Est-ce que c'est elle qui hurle dans mon ventre?
Elle hurle à la lune. Cette lune qui, parfois avec sa grosse face ronde, et rayonnante, semble être ma seule complice. Ou une bouée, qui assiste au massacre depuis sa position privilégiée.
Parce qu'elle ne peut pas être détruite par la civilisation.

« hein que l'humain ne peut pas détruire la lune ? Rassurez-moi… »

Et la louve qui hurle, de tristesse on dirait. Qui pleure pour ses petits, pour sa forêt.
Cette forêt où je me trouve qui n'en est même pas une : coupée le siècle dernier, traversée de routes, parsemée d'habitations humaines.
J'ai l'impression de participer à l'oeuvre de colonisation.

En voulant l'atteindre,
la vie sauvage,
on la détruit.

Mais bon, comme me disait un ami l'autre jour :
« le printemps arrivent, les bourgeons fleuriront »



La nostalgie c'est quand tu prends conscience qu'un rêve qui a jadis été possible ne l'est plus.

J'pensais à ça en passant devant un endroit d'mon passé. Un refuge où j'ai vécu mille angoisses, mille peurs et mille douceurs sur mon cœur durci par la ville. Un cœur qui n'se bétonnera jamais assez pour accepter les blessures de la ville. J'allais là avec mon chien, lui aussi y'était à boutte d'la ville. Y sautait dans l'char pis on roulait une p'tite heure, juste assez pour retrouver mon p'tit ruisseau pis me r'plier en mille morceaux pour pleurer en d'sous des épinettes. Des fois, je criais aux poissons qu'y étaient dont ben icitte, pis là mon chien me r'gardait, l'air de s'demander qu'est-ce qui m'prennait. Mais y'était toujours là pour v'nir se coller quand j'avais peur des ours pis qu'j'entendais les loups hurler au loin. Ces nuits-là sont parmi celles où j'ai le mieux dormi dans ma vie. Ça fait des années que j'suis pas r'tourner pour vrai, toute seule... Non, pas toute seule, avec des étoiles à en être étourdie, avec les renards, les orignaux pis les épinettes aux silhouettes étranges, encore des épinettes à perte de vue.

C'est kétaine mon histoire, on l'a entendue plus d'mille fois de des bouches différentes, avec d'autres mots. Mais ça m'fait juste encore plus de plaies ouvertes su'l cœur. Parce qu'aujourd'hui, j'suis passée en face, ou plutôt dessus, avec mon char pis une p'tite puce de 7 ans. J'aurais eu envie d'la faire rêver, d'lui montrer: « Tu vois ici comme c'est beau, si tu savais comment ça m'a fait du bien par le passé. Un jour tu pourras v'nir icitte toute seule si t'en a envie. Pis tu vas p't'être te sentir moins seule rendu là. Peut-être ça sera un autre endroit que tu vas te trouver. » Bref, j'aurais eu envie d'la faire rêver un peu avec mes histoires de moustiques pis d'mouches noires ! Mais non, astheur on roule dessus en char... Une autoroute calvaire ! J'vas vous dire, ça m'a tué l'rêve drette dans gorge. BAM! C'est dur dans c'temps-là de s'dire que c'qu'on a déjà vécu va p't'être se r'produire, pour nous ou pour n'importe qui d'autre. C'te place là elle existe plus, sauf dans ma tête. Pis astheur est là pour me rappeler qu'les criss d'autoroutes construites sur des terrains "vagues", ça tue l'vague, pis que dans l'vague y'avait plein d'place pour le rêve. Pour me rappeler qu'toutes les autoroutes ont eu leur lot d'homicides de rêves pis que maintenant y reste juste la nostalgie de certaines mémoires qui ne se sont pas effacées.

Quand j'tais p'tite, ma grand-mère[1] me racontais ses traversées du parc des Laurentides[2] à ch'val qui prenaient 3 jours pis qu'la route était en bouette pis qu'les épinettes avaient l'air d'autre chose que des cure-dents. Ça n'existait déjà plus quand elle m'le racontait. Mais au moins ça m'a donné envie d'en trouver d'autres des places de même. Au moins ça m'a ouvert les yeux sur c'qu'y m'fait du bien, pis ça m'a appris à les garder ouverts sur c'qu'y m'fait mal.

[1] À ce jour, elle ne se souvient plus de grand chose, sa mémoire s'est poussée, p't'être que ça faisait trop mal de s'rappeler.
[2] Qui a d'ailleurs été dézôné dans les années '90 pour permettre les coupes à blanc, oups... les coupes sélectives, j'sais pas pourquoi j'me trompe tout le temps. Astheur ça s'appelle réserve faunique des Laurentides, une aire où la faune est protégée...

À mes viols, à mes amours, à mes amies

[Cet article n'est pas la personnalisation d'un débat. Il part de mon vécu, car c'est à partir de celui-ci que je sens le besoin d'en parler. Prière de ne pas tomber dans les grossièretés, caricatures, insultes. C'est une goutte de féminisme, d'anti-patriarcat, d'anticolonialisme, d'anticapitalisme, bref de toute approche qui vous parle et qui veut mettre fin aux relations de pouvoir, qui semblent être, en cycle continu, un dénominateur commun.]

Ma mère en introduction

Ma mère s'est fait lancer une boule de pétanque dans les côtes il y a quelques semaines, en se faisant traiter de pute. Ma mère est gentille et pas de son temps : elle aime le sexe et couche avec des hommes et vit bien avec ça. Le voisinage jase autour du terrain de pétanque. Les putes, ça volent des maris et ça veut toujours baiser, même les hommes qu'elles ne désirent pas… Ma mère m'a appelé en pleurant et, finalement, à ses 66 ans, j'ai entamé avec elle une discussion sur le patriarcat : la violence de la boule de pétanque, maman, c'est du patriarcat.

Ça m'a donné l'occasion de me le rappeler à moi-même.

J'aime le sexe, c'est de famille peut-être. En fait, pour être plus précise, j'aime surtout les orgasmes. Ceux que je désire donner et recevoir. Pas ceux que je donne malgré moi. Il y a quelques mois, on m'a volé mon corps.

C'est arrivé tout bêtement, un voisin a cogné chez moi, il est entré, a pris ce qu'il voulait de moi : mon corps, mon estime, ma confiance, mon sourire, ma santé puis il est reparti, 6 semaines plus tard.

Première honte, ça a pris 6 semaines avant que je comprenne qu'il n'était pas un ami que je pouvais raisonner – voire aider- qu'il était un agresseur et moi une survivante.

Deuxième honte. J'ai collaboré avec la police.